

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.

du 16 au 30 septembre 2016

n° 300



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Vendredi 16 septembre.

Procès des présumés ADF: les victimes souhaitent la comparution de l'Etat congolais. Au cours de l'audience du jeudi 15 septembre dans le procès des présumés ADF à Beni, la cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu a poursuivi l'audition des victimes des attaques de ces présumés rebelles. Ces victimes, constituées en partie civile, souhaitent la comparution au cours de ce procès. Les neuf victimes (six hommes et trois femmes) ont comparu voilées et déguisées. Ce sont des rescapés des attaques des rebelles ADF perpétrées les 5 et 30 juillet dernier dans les localités de Tenambo, Mamiki et Mambeka. Devant les juges, ils ont décrit les circonstances des pillages et incendies de leurs maisons au cours de ces attaques. Les victimes ont réclamé à l'Etat congolais des dommages et intérêts variant entre 70 000 francs congolais et 30 000 dollars américains. Au total, six prévenus comparaissent dans ce procès qui se tient à Beni. Ils sont soupçonnés d'être des ADF. Ces rebelles ougandais sont accusés de nombreux massacres de civils dans le territoire de Beni.

RDC : ACAJ invite les forces de l'ordre à sécuriser les manifestations de l'opposition.

L'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) recommande aux forces de l'ordre d'encadrer les manifestations de l'opposition, à l'instar de celle que prévoit d'organiser le Rassemblement lundi 19 septembre prochain à travers tout le territoire national. Dans un communiqué, cette ONG précise qu'à travers ces manifestations, cette plate-forme politique de l'opposition voudrait simplement manifester pacifiquement sa désapprobation par rapport au déroulement du dialogue national et son opposition à toute modification de la constitution.

Equateur : plus de 3 000 cas de choléra enregistrés en 4 mois. Plus de trois mille cas de choléra ont été enregistrés entre le mois de mai et septembre dans la province de l'Equateur, a révélé jeudi 15 septembre à Radio Okapi le chef de Bureau ad intérim du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) dans cette province. Selon lui, sur les 3 000 cas détectés, 720 sont enregistrés à Mbandaka.

Chérubin Okende: «Le compromis sur l'ordre des scrutins ne résout pas le problème d'alternance». Le président du Front social des indépendants républicains (FSIR), Chérubin

Okende, estime que l'accord trouvé entre la majorité présidentielle (MP) et l'opposition présente au dialogue sur l'ordre des scrutins ne résout pas la question d'alternance en 2016. Les participants au dialogue ont levé l'option que le cycle électoral débute par la présidentielle pour se terminer par les locales. Le FSIR qui a quitté la MP pour basculer dans l'opposition a estimé que les opposants -présents au dialogue- font preuve « de boulimie du pouvoir » et manifestent leurs ambitions de conduire le pays à la transition pour se partager des postes.

La CIRGL mobilise les partenaires pour son plan d'action 2017. La Conférence internationale sur la région des grands lacs (CIRGL) appelle les partenaires au développement à financer son plan d'action 2017. Les membres de la coordination nationale de cette organisation, ont lancé cet appel, jeudi 15 septembre, au cours d'une réunion à Kinshasa. Selon le coordonnateur national du mécanisme de suivi de la CIRGL, ce plan comprend cinq axes principaux : Paix et sécurité ; Démocratie et bonne gouvernance ; Programme économique et intégration régionale ; Actions humanitaires et sociales, Genre et enfants ; Le soutien institutionnel.

Nord-Kivu : la société civile déplore le regain d'insécurité à Rutshuru. La société civile de Rutshuru dénonce la montée de l'insécurité, depuis cinq jours, dans le groupement Binza (Nord-Kivu). Dans une déclaration faite jeudi 15 septembre, cette structure accuse les hommes armés de tuer, enlever et piller des biens de la population.

Deux morts dans de nouveaux accrochages entre pygmées et bantous à Nyunzu. Deux personnes sont mortes et quinze autres grièvement blessées, jeudi 15 septembre, dans de nouveaux accrochages entre pygmées et bantous, au quartier Tchanga-Tchanga, en territoire de Nyunzu (Tanganyika). Ces affrontements sont dus aux nouveaux conflits ethniques éclatés depuis un mois entre ces deux communautés.

Sud-Ubangi : certains quartiers de Zongo inondés par des eaux de pluie. Quatre des huit quartiers de la ville de Zongo dans la province du Sud-Ubangi sont inondés, après une forte pluie qui s'abat régulièrement dans la région depuis le mois de juillet dernier. On enregistre déjà un nombre important de sans-abris. Un bon nombre d'habitations font face à la rivière Ubangi où la nappe phréatique avoisine le niveau d'eau de la rivière, explique la source.

Matadi : des escrocs se font passer pour des recruteurs de la MONUSCO. Des personnes se faisant passer pour des agents recruteurs de la Mission onusienne en RDC appellent des gens au téléphone pour leur faire part des offres d'emplois. Ces escrocs conditionnent ces embauches par le paiement des sommes d'argent qui varient entre 50 000 FC (environ 50 USD) et plus de 100 000 FC (environ 100 USD) par personne.

Nord-Kivu : les services de l'Etat accusés de rançonner la population à Kashebere. Les services de l'Etat sont accusés de rançonner la population au niveau de la barrière de Kashebere, en territoire de Walikale (Nord-Kivu). Le chef de groupement Luberiki, Alexandre Bamungo, a indiqué mercredi 14 septembre que ses administrés sont obligés de payer entre 500 Fc (0,5 USD) et 1000 Fc (1,06) pour traverser cette barrière. Sur cette barrière, les services de l'Etat qui opèrent au niveau de la barrière de Kashebere sont confinés dans une maisonnette en planche. Il s'agit notamment de : la DGM, le Péage route, le Bureau 2 et le service de mines. Ces services publics disent avoir été mutés à Kashebere alors ils ne sont pas payés. Ils affirment qu'ils vivent de ce qu'ils collectent par jour et font rapport à leur hiérarchie.

Présidentielle 2016: la CASE demande à la CENI de se prononcer. L'ONG Commission africaine pour la supervision des élections (CASE) demande à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de se prononcer sur la convocation ou non de l'électorat de la prochaine

présidentielle conformément à la constitution de la RDC. Le vice-président de cette structure, André Kyomba Djibwe, a invité les participants au dialogue politique à éviter des combines individuelles et à privilégier la défense de l'intérêt général du peuple congolais. Le vice-président de la CASE estime que le groupe de soutien à la facilitation devrait mesurer les conséquences de tout accord politique sur le processus électoral, qui n'inclut pas le Rassemblement de l'opposition.

Goma: l'arsenal juridique minier expliqué aux acteurs du secteur. La division provinciale de Mines du Nord-Kivu organisé du 15 au 16 septembre à Goma, une formation sur les dispositions légales et réglementaires relatives aux activités minières. Une trentaine de négociants et les coopératives minières venus de Lubero, Masisi et Walikale ont participé à ces travaux. Le chef de bureau à la division provinciale des Mines du Nord-Kivu, Déogratias Mudaganda, a souligné la nécessité pour les acteurs miniers de connaître les lois du pays: De leurs côtés, les participants à cette formation ont indiqué que le Nord-Kivu dispose présentement de 58 sites artisanaux des minerais certifiés verts dans les territoires de Lubero, Masisi et Walikale. Mais, soulignent-ils, le système de traçabilité reste encore à parfaire pour en maximiser les recettes publiques.

Lubumbashi: échauffourées entre militants de l'UDPS et policiers. Des échauffourées ont opposé vendredi 16 septembre après-midi au quartier Matshipisha de Lubumbashi (Haut-Katanga) les forces de l'ordre aux membres de l'UDPS, le parti de l'opposant Etienne Tshisekedi. La police a dû faire usage des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants, qui brûlaient des pneus sur les artères.

Samedi 17 septembre.

Dialogue: les participants discuteront de l'accord politique ce samedi. Dans un communiqué publié vendredi 16 septembre en fin de soirée, le facilitateur du dialogue Edem Kodjo a annoncé que la plénière du samedi se penchera sur l'accord politique. Le forum est censé prendre fin le même jour. Les recommandations des trois commissions ont été adoptées le vendredi. Les membres de la commission Elections ont notamment décidé de la refonte totale du fichier électoral ainsi que l'organisation des élections présidentielle, législatives nationales et provinciales en une séquence. La commission Sécurité a, pour sa part, recommandé de veiller au caractère apolitique des services de sécurité, d'identifier les déplacés internes, de veiller à ce que les frontières du pays soient sécurisées au moment des élections et de sensibiliser les populations sur le processus et les enjeux électoraux. Quant à la commission Confiance et Equité, elle a notamment proposé la mise en place d'un comité de suivi de l'accord politique du Dialogue, du respect de la constitution, des conclusions de l'accord d'Addis-Abeba et de la résolution 2277 de l'ONU.

Claudiel-André Lubaya adhère à l'UDA. Après sa démission de son poste de premier secrétaire général adjoint de l'Union pour la nation congolaise (UNC), le député Claudiel-André Lubaya, annonce son adhésion à l'Union démocratique africaine (UDA)/Originelle. Il affirme que ce parti a une ligne politique proche des attentes de la population et qui rencontre sa vision.

RDC: Barnabé Kikaya en mission aux Etats-Unis pour plaider contre les sanctions américaines. Barnabé Kikaya, conseiller diplomatique du chef de l'Etat congolais Joseph Kabila, a déclaré vendredi 16 septembre qu'il était en mission à Washington pour plaider afin que les Etats-Unis n'imposent pas de sanctions contre des responsables congolais. Il a indiqué qu'il voulait convaincre les autorités américaines que les sanctions ne sont pas une solution pour aider la RDC à résoudre ses problèmes. Washington a menacé de sanctions les personnalités congolaises responsables des retards dans le processus électoral congolais.

Ituri: l'armée reprend le contrôle de 4 villages à Mambasa. Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont repris le contrôle de quatre villages qui étaient sous le contrôle d'une coalition de milices Maï-Maï dans le territoire de Mambasa en Ituri. Des sources coutumières indiquent qu'il s'agit des localités de Bavaidu, Balika, Bazama et Basiri restées pendant plusieurs mois sous le contrôle des Maï-Maï.

Maniema: libération d'une trentaine de personnes kidnappées à Saramabila. Une trentaine de personnes kidnappées en début de semaine par des coupeurs de route à Saramabila au Maniema ont été libérées après l'intervention des forces de l'ordre. Ce sont au total 28 personnes qui étaient enlevées. Parmi elles, il y avait 13 chauffeurs tanzaniens et kenyans. Les autres membres du groupe sont des Congolais.

Election présidentielle: la CENI sollicite un report de la convocation du scrutin. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a saisi samedi 17 septembre à Kinshasa la Cour constitutionnelle pour solliciter un report de la convocation du scrutin pour l'élection présidentielle. La durée de ce report n'a pas été annoncée. L'article 73 de la constitution dispose que le scrutin pour l'élection du président de la République est convoqué 90 jours avant l'expiration du mandat du président en exercice. Le mandat du président Kabila doit expirer le 19 décembre 2016. Selon le président de la CENI, Corneille Nangaa, la plénière de la commission électorale « a noté que dans son calendrier global publié en février 2015 il était prévu la convocation du scrutin pour l'élection présidentielle le 20 septembre ».

RDC: les Etats-Unis invitent tous les acteurs à rejeter la violence. « Les Etats-Unis appellent toutes les parties à rejeter la violence et toute rhétorique incendiaire pendant cette période et tiendra pour responsable toute personne qui appellera à la violence, commettra des violences ou incitera à la violence. Nous sommes prêts à imposer des sanctions additionnelles ciblées contre de tels individus », a indiqué John Kirby, porte-parole du Département d'Etat. Les Etats-Unis disent suivre « attentivement » la situation politique en RDC et prennent note des manifestations que des organisations de la société civile et certains partis politiques projettent d'organiser. Ils appellent le gouvernement congolais à garantir la liberté d'expression et le droit au rassemblement pacifique et aux manifestations publiques.

Dialogue en RDC: Didier Reynders en appelle à «un accord inclusif». Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères belge, Didier Reynders, a insisté samedi 17 septembre pour que le dialogue politique en RDC aboutisse à un accord inclusif, fixant des échéances claires et selon des modalités permettant d'organiser les scrutins le plus rapidement possible. Il a par ailleurs rappelé la situation dramatique dans l'Est de la RDC en insistant pour que les autorités congolaises, avec le soutien de la MONUSCO, fassent davantage pour protéger les civils.

Lubumbashi: dispositif sécuritaire renforcé après échauffourées au quartier Matshipisha. Le calme est revenu samedi 17 septembre au quartier Matshipisha à Lubumbashi après les échauffourées la veille entre les militants de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et les forces de l'ordre. Plusieurs commerces ont été pillés. Les policiers et militaires assurent la sécurité pour contrer les éventuels manifestants.

RDC: prolongation des travaux du dialogue politique. Les travaux du dialogue politique n'ont pas pu se clôturer samedi 17 septembre à Kinshasa, comme annoncé par le facilitateur Edem Kodjo. Ce samedi, la plénière a adopté le rapport de la commission Elections, après de longues discussions. Les participants tenaient en effet à se faire une idée claire sur le calendrier électoral. Les travaux du dialogue ne sauraient terminer sans que les participants soient fixés sur le

calendrier électoral, selon la plénière, qui a décidé de la poursuite des travaux le lundi. Il s'agira, pour les participants, de recevoir de la part de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et les experts de l'OIF des indications claires sur l'élaboration du calendrier électoral. Par ailleurs, après la séance de ce lundi, viendra également l'étape de l'adoption du compromis politique, dont le contenu n'est pas encore révélé.

Dimanche 18 septembre.

Echauffourées entre membres de l'UDPS et la PNC à Lubumbashi: 63 suspects jugés. Le tribunal de grande instance de Lubumbashi a procédé samedi 17 septembre à 22 heures, à travers une audience en procédure de flagrance, à l'identification des prévenus arrêtés lors des échauffourées survenues le vendredi 16 septembre entre les militants de l'UDPS et les forces de l'ordre. Sur les 63 prévenus présentés au tribunal se trouvent cinq mineurs qui seront déférés devant le tribunal pour enfants. Ces personnes sont accusées par le ministère public de destruction méchante, vol avec violence, incendie et association des malfaiteurs. Au cours de cette audience, deux opérateurs économiques victimes d'actes de pillage se sont constitués partie civile. L'un d'entre eux a renoncé aux dommages et intérêts et réclame que lui soient restitués les biens qui ont été pillés et retrouvés lors du bouclage mené dans la nuit de vendredi à samedi, par les forces de l'ordre.

Lubumbashi : 800 agents pensionnés de la GECAMINES attendent l'apurement de leurs décomptes. Le collectif des 800 agents pensionnés de la GECAMINES demande, dans un mémorandum, aux responsables de cette entreprise minière de payer la totalité de leur décompte final. Kabelu Matanda, président de ce collectif, indique que depuis la mise en application de la décision du conseil d'administration de renvoyer 800 agents en congé technique, la procédure d'apurement de la paie de ces décomptes n'avance pas. Dans une déclaration, le PCA de la GECAMINES a indiqué que le solde sera payé sur une durée de 3 ans. Les pensionnés s'opposent à cette proposition et exigent que ce paiement soit effectué dans un bref délai.

Kinshasa : le boulevard du 30 juin de nouveau fermé. Le boulevard du 30 juin, au niveau du Rond-point Socimat, est de nouveau fermé du dimanche 18 septembre au jeudi 23 septembre pour amorcer les travaux d'asphaltage, indique le directeur général de l'Agence congolaise des grands travaux, Charles-Médard Ilunga. La réouverture définitive de ce tronçon est prévue le 24 septembre.

Sud-Kivu : la population brule vif un voleur et incendie les bureaux de la police et du groupement. La population de Kavumu dans le territoire de Kabare(Sud-Kivu) a appréhendé, dimanche 18 septembre, un voleur surpris avec une chèvre. Le voleur interpellé par les jeunes à 4heures du matin, a été conduit au bureau de la police à Kavumu. La foule, qui dénonce depuis plusieurs jours les meurtres ciblés commis par des voleurs armés voulait lyncher le présumé voleur. Devant le refus des policiers de livrer la personne arrêtée, des échauffourées ont éclaté entre les policiers et la foule. Débordés, les policiers n'ont pas pu contenir cette foule en colère et qui est parvenue à extraire le présumé voleur. Celui-ci a été brulé vif.

Nouvelle attaque attribuée aux ADF à Beni, deux morts. Deux civils ont été tués, plusieurs autres portés disparus ainsi qu'une dizaine de cases et des motos incendiées au cours d'une incursion samedi 17 septembre des présumés rebelles ougandais des ADF à Kididiwe près de la ville de Beni (Nord-Kivu), selon des sources sécuritaires et de la société civile. C'est la première fois qu'une attaque de cette envergure contre les civils intervient, près d'une semaine après de

nouvelles mesures sécuritaires arrêtées par les FARDC pour mieux protéger les populations locales et accentuer la pression sur les ADF, actifs dans la région.

Haut-Uele: «La LRA constitue encore une menace grave». Dans ce communiqué de presse, le directeur de la CDPJ du diocèse de Dungu-Doruma, l'abbé Jean-Pierre Bagudekia, affirme que le chef de la LRA Joseph Kony et ses hommes continuent de s'organiser et de commettre des exactions graves sur la population civile dans le Bas et Haut-Uélé. Il souhaite que ce chef rebelle soit arrêté et jugé pour ces crimes. L'abbé Bagudekia appelle également les autorités nationales à prendre au sérieux la situation des éleveurs étrangers Mbororos. Ces derniers arrivent massivement dans la région avec leurs bêtes, qui dévastent les champs des paysans.

Ituri: deux miliciens FRPI tués lors d'un accrochage avec les FARDC. Deux miliciens ont été tués, trois capturés et deux armes récupérées lors d'un accrochage pendant la nuit du samedi au dimanche 18 septembre entre l'armée et un groupe des miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) dans le village d'Ofay situé à près de 100 km de Bunia (Ituri) sur la route de Beni (Nord-Kivu).

Lundi 19 septembre.

Message faussement attribué à Radio Okapi circulant sur les réseaux. Un message prétendument émanant de Radio Okapi circule sur les réseaux sociaux depuis ce week-end. Ce faux message stipule qu'« à partir du 21 septembre 2016, tous les systèmes de communication seront surveillés, les services internet seront coupés, les appels seront limités jusqu'au 1er janvier 2017 ». La Direction de L'Information Publique de la MONUSCO tient à informer les auditeurs et les internautes de Radio Okapi que ce message contenant des fautes de français ne vient pas de Radio Okapi. Radio Okapi est un média des Nations unies qui ne diffuse pas de messages non assumés par leurs auteurs. Ce média sert la population congolaise depuis 2002 et diffuse en toute responsabilité l'information crédible, plurielle et impartiale.

RDC: Human Rights Watch appelle les autorités à respecter la liberté d'expression. Le rapport publié dimanche 18 septembre résume les recherches de Human Rights Watch de ces deux dernières années, aux cours desquelles le gouvernement a mené une répression à l'encontre d'activistes ainsi que de dirigeants et membres de partis d'opposition qui se sont opposés à la prolongation de la présidence de Joseph Kabila au-delà de la limite constitutionnelle de deux mandats, qui prend fin le 19 décembre 2016, indique un communiqué de presse publié par l'ONG. Human Rights Watch note que la répression gouvernementale a connu une forte hausse dans les jours menant aux manifestations projetées par des activistes et des groupes d'opposition en vue de la fin du mandat présidentiel.

Jacques Djoli : «La CENI utilise de manière malveillante les contingences techniques». Les participants au dialogue politique optent pour la refonte totale du fichier électoral de la RDC. Invité de Radio Okapi lundi 19 septembre, l'ancien vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Jacques Djoli estime que la question du fichier devait se poser au début du processus électoral et accuse la CENI de manoeuvrer pour donner un troisième mandat à Joseph Kabila. Ce qu'il qualifie de violation de la constitution.

Echauffourées entre policiers et manifestants de l'opposition à Kinshasa. Des échauffourées opposent depuis ce lundi 19 septembre dans la matinée des manifestants de l'opposition à des policiers dans certains quartiers de la ville de Kinshasa. L'opposition a appelé à une marche pour exiger à la commission électorale de convoquer l'électorat pour l'élection présidentielle, comme

prévu dans la constitution. A la place Echangeur à Limete, des heurts ont opposé des groupes de manifestants et des policiers. Certains jeunes amassés le long du boulevard Lumumba ont brûlé des pneus sur la chaussée. Ils ont été poursuivis par des policiers. Plusieurs autres manifestants tentent de rejoindre le boulevard triomphal où la manifestation devait avoir lieu. Des cas de pillages et vandalisme sont signalés entre le boulevard Lumumba et le boulevard triomphal. Des véhicules ont été brûlés sur la chaussée. Des témoins font état des tirs des gaz lacrymogènes notamment dans les communes de Ndjili, Lemba, Limete et Bandal. A Ndjili, des témoins indiquent qu'une station essence et un commerce ont été incendiés. Des Coups de feu ont été entendus à Lemba au niveau de l'arrêt de bus appelé « Super Lemba » Activités paralysées au centre-ville.

Goma: les manifestations de l'opposition paralysent les activités. Les activités sont paralysées à Goma depuis le matin. Plusieurs personnes manifestent pour répondre à l'appel de l'opposition qui a demandé à ses partisans de marcher pour réclamer la convocation du corps électoral pour l'élection présidentielle. Plusieurs écoles ont fermé les portes à partir de 9 heures (heure locale). La majorité des commerces sont fermés. Des manifestants ont placé des barricades sur certaines artères. Dans la matinée, des militants de plusieurs mouvements citoyens et partis politiques de l'opposition se préparaient à se rendre au bureau de la CENI où ils devaient déposer leur mémorandum réclamant la fin du mandat présidentiel le 19 décembre. Les manifestants transportent des calicots sur lesquels on pouvait notamment lire: « En vertu de l'article 74 de la constitution, M. Joseph Kabila, votre second et dernier mandat prend définitivement fin le 19 décembre 2016. Vous êtes demandé de quitter le palais de la Nation en cette date, au plus tard à 23h59 minutes ». Ils invitent le président Kabila à laisser le pouvoir au terme de son mandat.

Mbandaka: la marche de l'opposition s'est déroulée sans incident. Les militants des partis de l'opposition membres du Rassemblement de forces acquises au changement sont descendus dans la rue lundi 19 septembre pour demander la convocation du scrutin pour l'élection présidentielle. Cette marche a été conduite par deux cadres du MLC, dont Jacques Djoli, inspecteur général de ce parti, en mission à Mbandaka.

Paris appelle à organiser au plus vite la présidentielle. La France a demandé lundi aux autorités congolaises de faire en sorte que le « report » de l'élection présidentielle en RDC soit « aussi court que possible » afin d'enrayer la crise politique en cours. Paris regrette que le corps électoral n'ait « pas été convoqué dans les délais constitutionnels » et appelle à « accélérer la préparation transparente de l'élection présidentielle », a déclaré le ministère français des Affaires étrangères dans un communiqué. « Il est nécessaire que le calendrier soit connu au plus vite et que le report de l'élection soit aussi court que possible », a-t-il ajouté.

Echauffourées à Kinshasa: 4 morts selon Mende, 25 selon Olengankoy. Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a annoncé que quatre personnes sont mortes au cours de la manifestation de l'opposition lundi 19 septembre à Kinshasa. Deux policiers et deux hommes issus des groupes de casseurs.s heurts ont éclaté au cours de cette manifestation organisée par l'opposition pour réclamer la convocation du scrutin présidentielle. Il précise cependant qu'il faut attendre le soir pour avoir « un décompte beaucoup plus détaillé ». Manifestation annulée. Le porte-parole du gouvernement annonce également l'annulation du meeting de l'opposition qui devait avoir lieu dans l'après-midi. 25 morts, selon Olengankoy. L'opposant Joseph Olengankoy, l'un des organisateurs de la marche évoque un bilan plus lourd. Selon lui, vingt-cinq personnes sont mortes au cours de la manifestation. Evariste Boshab annonce un bilan provisoire de 17 morts. Le ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab, a annoncé que les violences qui ont secoué Kinshasa suite à la manifestation de l'opposition ont fait 17 morts dont 3 policiers et 14 civils ainsi

que des dégâts matériels importants. M. Boshab a dénoncé « un mouvement insurrectionnel qui s'est soldé par un échec ». L'opposant Martin Fayulu blessé lors des manifestations à Kinshasa. L'opposant Martin Fayulu a été blessé à la tête lors des heurts qui ont éclaté au cours de la manifestation de l'opposition lundi 19 septembre à Kinshasa. Le député Fayulu a reçu un projectile et est actuellement soigné dans un hôpital de Kinshasa.

RDC: Didier Reynders « vivement préoccupé » par les violences. Le vice-Premier ministre et ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, a exprimé « sa vive préoccupation » suite aux violences qui ont eu lieu lundi 19 septembre en RDC, en particulier à Kinshasa. Dans un communiqué de presse, M. Reynders dit témoigner « sa solidarité avec les blessés et les familles des victimes » et indique que « le droit de manifester pacifiquement est le corollaire de tout processus politique ». Il appelle « à la retenue et à s'abstenir de toute forme de violence en rappelant que la responsabilité individuelle des acteurs peut être engagée ».

Mardi 20 septembre.

RDC: l'ONU appelle les dirigeants politiques à s'abstenir d'acte de violence. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, se dit profondément préoccupé par les affrontements violents qui ont opposé lundi des manifestants et les forces de l'ordre à Kinshasa et dans plusieurs autres localités en RDC. Il condamne la violence et exhorte tous les dirigeants politiques concernés et leurs partisans à s'abstenir de tout autre acte susceptible d'aggraver la situation. Il appelle « les autorités congolaises à s'assurer que les forces de sécurité nationales exercent la plus grande retenue face aux manifestations ». Le secrétaire général de l'ONU invite également tous les dirigeants politiques à résoudre leurs différends pacifiquement et par le dialogue, conformément à la résolution 2277 (2016) du Conseil de sécurité. L'UE appelle à la retenue. L'Union européenne appelle toutes les parties à faire preuve de retenue et estime que les violences qui ont éclaté dans la ville de Kinshasa « font suite à la non-convocation des élections présidentielles dans les délais constitutionnels ». La crise ne saurait être résolue par la violence, de quelle source elle vienne, indique cependant l'Union européenne. Condamnation des Etats-Unis. Ils appellent toutes les parties à faire preuve de retenue et à éviter les provocations, précisant que le gouvernement congolais a « la responsabilité première de protéger les droits de l'homme, y compris le droit de réunion pacifique et la liberté d'expression ». Pour les Etats-Unis, les événements qui se sont produits lundi démontrent « la nécessité d'un processus de dialogue véritablement inclusif visant à parvenir à un consensus sur la tenue d'élections présidentielles » et « garantissant la première passation démocratique du pouvoir » en RDC.

Les Etats-Unis condamnent l'agression verbale de Tom Perriello. Les États-Unis se disent indignés par « l'obstruction physique » et « l'agression verbale » dont a été victime son Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs, Tom Perriello, alors qu'il était sur le point de prendre son avion à l'aéroport de N'djili pour rentrer dans son pays le 18 septembre. Le communiqué publié par les américains précise que Tom Perriello a été bloqué et menacé verbalement dans une zone de l'aéroport de N'djili qui est sécurisé par les autorités congolaises. « Réaction de passion » Selon Aubin Minaku, président de l'Assemblée nationale et secrétaire général de la Majorité présidentielle : « S'il y a eu des déclarations fortes de la part de certains cadres de la majorité, je crois que cela est une réaction de passion de leur part. Je suppose qu'il se retrouvait à l'aéroport et que eux ne sont pas d'accord avec le mode d'agir de Perriello. Et ils ont réagi. Chaque individu a le droit d'avoir son point de vue », ajoute M. Minaku.

Marche de l'opposition: «Il faut qu'il y ait des sanctions», estime Aubin Minaku. La Majorité présidentielle déplore les dégâts humains et matériels enregistrés à la suite des manifestations organisées lundi par le Rassemblement de l'opposition. Invité de Radio Okapi mardi 20 septembre, le secrétaire général de cette plateforme appelle la justice à sanctionner les auteurs de ce qu'il qualifie de "crimes".

La marche de l'opposition encadrée par la police à Beni. Des centaines de militants de l'opposition ont manifesté, lundi 19 septembre, à Beni dans la province du Nord-Kivu sous l'encadrement de la police nationale. Les manifestants répondaient ainsi à l'appel du Rassemblement de l'opposition qui proteste contre la non-convocation par la CENI de l'électorat pour la présidentielle à venir. Les responsables d'une dizaine de partis de l'opposition ont déposé un mémorandum au siège de la commission électorale, exigeant la tenue des élections dans le délai constitutionnel.

Marche de l'opposition interdite à Kisangani. La marche de l'opposition prévue lundi 19 septembre à Kisangani, province de la Tshopo, a été interdite par les autorités urbaines. La présence des forces de l'ordre avait été renforcée dans plusieurs carrefours de la capitale. Une dizaine de membres des partis d'opposition qui tentaient de descendre au bureau de la CENI pour le dépôt d'un mémorandum, ont été dispersés.

RDC: situation très tendue à Kinshasa au deuxième jour des manifestations populaires. Les manifestations se sont poursuivies dans plusieurs quartiers de la capitale de la RDC. Dans les communes de Kimbaseke, quartier Kingasani, dans les communes de Lemba, Ngaba, Kalamu, Ngaliema des coups de feu sporadiques ont été entendus et des scènes de panique observées dans certains endroits notamment les communes de Ngaba et Kalamu au niveau entre Kapela et Bongolo où les policiers dispersaient les regroupements spontanés des jeunes. A l'Université de Kinshasa, plusieurs centaines d'étudiants regroupés sur le Mont Amba jusqu'au plateau des étudiants faisaient face aux policiers lourdement armés qui leur bloquaient le passage. A l'ouest de Kinshasa, entre les carrefours appelés "DGC et pompage", les habitants qui voulaient se livrer aux actes de pillage, ont été vite dispersés par les éléments de la garde républicaine. Cette scène de panique a perturbé aussitôt les activités scolaires. Dans la commune de Selembao, des coups de feu ont été entendus non loin de la prison centrale de Makala.

Manifestation de l'opposition à Kinshasa : les sièges des partis politiques incendiés.

Plusieurs sièges des partis politiques de la Majorité présidentielle ont été incendiés lundi 19 septembre à Kinshasa, par des manifestants de l'opposition qui réclamaient la convocation du corps électoral pour le scrutin présidentiel. Mardi, c'était autour des sièges des partis de l'opposition UDPS, MLP, ECIDE et FONUS, a être incendiés mardi 20 septembre par des hommes armés, selon le secrétaire national de l'UDPS, Bruno Tshibala. « Aux environs de trois heures du matin, une cohorte des militaires armés jusqu'aux dents s'est attaquée à la permanence de l'UDPS. Nous déplorons des morts, des dégâts importants. Nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout. Nous comptons saisir la justice internationale parce que les responsabilités doivent être établies. Il s'agit d'un acte prémédité, ces actes de banditisme, des violences et de barbarie du pouvoir », affirme Bruno Tshibala. Azarias Ruberwa, président du RCD condamne l'attaque injuste de son siège. Le président du RCD rappelle que la paix acquise difficilement ne peut pas être bravée et lance un appel au calme.

RDC : les travaux du dialogue national suspendus pour 48 heures. Le facilitateur du dialogue national, Edem Kodjo a suspendu pour 48 heures à partir de ce mardi les travaux de ce forum qui se tient depuis plus de deux semaines à Kinshasa. Le diplomate togolais l'a fait savoir ce mardi au

cours d'une courte plénière. Dans son adresse, Edem Kodjo a expliqué que la tension observée présentement à Kinshasa ne permet pas la poursuite des travaux du dialogue.

Dialogue : la CENCO suspend sa participation pour « faire le deuil et rechercher un consensus ». La Commission Episcopale Nationale du Congo (CENCO) suspend sa participation au dialogue politique en cours en RDC pour faire le deuil des personnes tuées lundi dans des violences qui ont éclaté entre manifestants de l'opposition et forces de l'ordre et rechercher un consensus, indique l'abbé Donatien Nshole, secrétaire général adjoint de cette structure. Les évêques catholiques de la RDC expriment leur regret sur ce qui est arrivé lundi 19 et mardi 20 septembre et rappellent que la vie humaine est sacrée et inviolable. Ils dénoncent et condamnent fermement la violence d'où qu'elle vienne et rappellent aux uns et aux autres «qu'ils ne sont pas des ennemis mais des frères, des compatriotes d'un Etat qu'ils doivent construire ensemble et non pas détruire». La CENCO conditionne la reprise des travaux à la signature d'un accord politique à convenir qui prennent en compte les exigences suivantes : *Il devra être clairement établi et stipulé que l'actuel président de la République [Joseph Kabila] ne sera pas candidat à la prochaine élection présidentielle à organiser le plus tôt possible. *Les dates des élections devraient être fixées dans ledit accord. *Le plan de décaissement de fonds doit être clairement défini dans cet accord. *La composition du comité de mise en œuvre de cet accord ainsi que son planning de travail devront être mentionnées dans cet accord.

Violences à Kinshasa : Lambert Mende demande au procureur d'élargir l'enquête aux forces de sécurité. Le porte-parole du Gouvernement dénonce et condamne les attaques contre les biens de certaines personnalités et sièges des partis politiques. Lambert Mende a demandé mardi au procureur général de la République d'élargir son enquête sur les actes des violences commises lundi 19 et mardi 20 septembre aux forces de l'ordre chargées de la sécurité publique. Il condamne aussi l'attitude des personnes qui se font justice elles-mêmes. Le ministre de la communication déplore aussi des tentatives de pillages signalés mardi 20 septembre dans les communes de Masina et Ngaba et «qui ont été étouffées par la police».

Mercredi 21 septembre.

RDC: "La Constitution doit être respectée, les élections doivent se tenir" (Hollande). Le président français François Hollande a appelé mardi depuis les Nations unies au "respect" de la Constitution en RDC et à la tenue des élections prévues dans ce pays. Rappelant qu'il s'était rendu au sommet de la Francophonie organisé en octobre 2012 à Kinshasa même s'il avait "hésité" à le faire, François Hollande a confié avoir déjà dit à l'époque "au président (Joseph) Kabila que nous ne transigerions pas sur les élections, leur date et le processus constitutionnel". "Il s'est produit des violences en RDC qui sont inadmissibles, insupportables", a-t-il souligné, expliquant ignorer "encore le nombre de morts". "Mais ce qui est incontestable c'est qu'il y a des victimes et qu'elles ont été provoquées par des exactions venant de l'Etat congolais lui-même", a-t-il enchaîné. "Le principal parti d'opposition a vu son siège brûler", a ajouté François Hollande avant de marteler: "dans aucun pays on ne peut accepter de tels comportements, de tels agissements, donc je veux ici les dénoncer".

RDC: le PPRD invite les acteurs politiques à privilégier «les voies de la négociation». Après deux jours de violences qui ont fait plusieurs morts dans la capitale congolaise, le PPRD, parti présidentiel, « appelle au calme et invite les acteurs sociaux et politiques à privilégier les voies de négociation, par le dialogue, au lieu de s'adonner aux voies de faits ». Le PPRD dit condamner « avec la plus grande rigueur le fait inadmissible que des partis politiques utilisent la liberté de

manifestation prévue par la constitution pour organiser de l'insécurité partout dans la capitale et une destruction systématique des biens de l'Etat ». Le parti présidentiel déplore que plusieurs quartiers de la ville de Kinshasa font l'objet d'un pillage organisé et des attaques ciblées, dirigées contre des militants, des cadres et des responsables des partis et associations qui participent au dialogue.

Joseph Olenghankoy: «Je demande au peuple de ne pas casser, voler, toucher les biens d'autrui». Les manifestations du Rassemblement ont enregistré des morts à Kinshasa. Le gouvernement avance un bilan de dix-sept décès alors que l'opposant Joseph Olenghankoy, l'un des organisateurs, parle de 75 personnes tuées. Invité de Radio Okapi, mercredi 21 septembre, Joseph Olenghankoy Mukundji, membre du comité de sages du Rassemblement et président des Forces novatrices pour l'unité et la solidarité (FONUS), condamne ces tueries, rappelant que la vie d'un être humain est sacrée. A l'occasion, il a également invité la population à ne pas s'adonner aux pillages des biens d'autrui.

Violence à Kinshasa : la MONUSCO appelle tous les acteurs politiques à la retenue. La MONUSCO appelle les acteurs politiques de la RDC à la retenue après « des exactions » qu'il y a eu de part et d'autre à la suite des manifestations organisées lundi par l'opposition à Kinshasa, a fait savoir ce mardi Charles Antoine Bambara, le directeur des informations publiques de la MONUSCO. La mission onusienne appelle également à une enquête pour « établir les responsabilités des uns et des autres en rapport avec ce qui s'est passé lundi », a-t-il ajouté, précisant que cette enquête devrait avoir lieu «dès que la situation va se stabiliser». Pour sa part, le représentant spécial du secrétaire générale de l'ONU en RDC, M. Maman Sambo Sidikou qui participe actuellement à l'Assemblée générale des Nations unies à New York (USA), a condamné «ces violences qui ont fait 17 morts dont trois policiers» et regrette ces «pertes en vies humaines».

Manifestations politiques : le gouverneur du Haut-Katanga favorable à une information préalable. Le gouverneur de la province du Haut-Katanga, Jean Claude Kazembe, recommande aux acteurs politiques désireux d'organiser des manifestations politiques dans les villes et territoires de cette province d'en informer les responsables de ces entités administratives. Jean Claude Kazembe souligne que cette démarche permettra aux autorités locales et aux organisateurs de la manifestation de déterminer en cas d'une marche, l'itinéraire et à la police nationale de bien encadrer les manifestants pour éviter tout débordement.

Ituri: plus de 300 000 filets prohibés incinérés. Le ministère provincial de l'agriculture de l'Ituri a incinéré mercredi 14 septembre 322 000 filets prohibés utilisés par les pêcheurs de Kasenyi et Tchiomia. Certains pêcheurs utilisent notamment des moustiquaires qui, selon des sources au ministère de l'agriculture, détruisent l'écosystème du lac. Par ailleurs, le gouvernement provincial de l'Ituri a suspendu les activités de pêche pour trois mois sur le lac Albert dont les réserves de poissons auraient baissé.

Les détenus de la prison de Kalemie manquent de nourriture. Les 622 pensionnaires de la prison centrale de Kalemie manquent de nourriture. La direction de la prison décrit une situation préoccupante, indiquant avoir reçu les vivres pour la dernière fois en juin. Cette maison carcérale conçue pour 250 prisonniers a récemment reçu 23 nouveaux prisonniers.

Kinshasa: matinée calme après deux jours de violences. La situation est calme ce mercredi 21 septembre dans la matinée à Kinshasa qui a connu deux journées de violences meurtrières. Policiers et manifestants se sont affrontés lundi et mardi dans plusieurs quartiers de la capitale congolaise où l'opposition avait organisé une manifestation pour exiger la convocation de

l'électorat pour l'élection présidentielle. Ce mercredi, la ville s'est réveillée dans le calme malgré quelques accrochages signalés dans certains coins. Dans la commune de Ngaliema par exemple, des gaz lacrymogènes ont été tirés au camp Luka où deux bureaux de la police ont été mis à sac par les manifestants. Les pillages et affrontements ont laissé des traces à Kinshasa. Des carcasses des véhicules incendiés sont encore visibles sur certaines chaussées. Le long des certaines grandes avenues, on peut encore apercevoir des commerces vandalisés et des bâtiments incendiés.

Nord-Ubangi : 300 000 électeurs déjà enrôlés par la CENI. Cinquante-deux jours après le lancement de l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs au Nord-Ubangi, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a déjà enrôlé 300 000 électeurs sur les 850 000 attendus. Cette opération doit durer trois mois. Les sources de la société civile qui révèlent cette information se plaignent de la lenteur de cette opération d'enrôlement.

La Nouvelle société civile suspend sa participation au dialogue. La Nouvelle société civile congolaise (NSCC) a suspendu sa participation aux travaux du dialogue. Son coordonnateur, Jonas Tshombela, a déclaré mardi 20 septembre que son organisation veut prendre du temps pour évaluer la situation après le saccage de son siège par des inconnus.

Kinshasa: Maker Mwangu visite une école saccagée pendant les échauffourées. Le Ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et initiation à la nouvelle citoyenneté, Maker Mwangu, a visité mercredi 21 septembre le lycée « Madame de Sévigné » pillé et incendié lors des échauffourées qui ont secoué la ville de Kinshasa. Maker Mwangu a condamné le saccage de l'école. Les enseignants de cet établissement scolaire ont fait savoir au ministre que cette attaque était préméditée. Les dossiers des élèves finalistes, les documents pédagogiques et les ordinateurs de l'école ont été emportés par les manifestants.

Kisangani: l'ONG Groupe Lotus exige la libération des manifestants arrêtés. Le Groupe Lotus exige la libération d'une dizaine des personnes, dont des membres de l'opposition et de la société civile, arrêtées lundi 19 septembre lors d'une manifestation à Kisangani. Elles faisaient partie d'un groupe qui se rendait au bureau de la commission électorale pour y déposer un mémo réclamant les élections dans le délai constitutionnel. Dismas Kitenge, président de cette ONG de défense des droits de l'homme, a dénoncé des actes de violence enregistrés pendant l'interpellation. Pour lui, il s'agit d'« une arrestation arbitraire ».

Goma: 1500 jeunes du Rwanda, Burundi et de la RDC célèbrent la journée internationale de la paix. A l'occasion de la journée internationale de la paix célébrée le 21 septembre, mille cinq cents jeunes du Rwanda, du Burundi et de la RDC se sont réunis à Goma pour discuter de la paix. Ils ont pris part à des ateliers sur la paix et le genre ainsi qu'à un concert de bienfaisance. Le thème choisi cette année pour la journée de la paix est « Les objectifs de développement durable, composantes de la paix ».

Maniema: le gouverneur déclare une épidémie de diarrhée, 34 morts. Le gouverneur du Maniema, Pascal Tutu Salumu, a déclaré mercredi 21 septembre, l'épidémie de diarrhée dans sa province. Trois cent trente-cinq cas sont enregistrés dont trente-quatre décès. Cette diarrhée épidémique touche six zones de santé.

Haut-Katanga : l'ONG IRDH demande l'arrêt des travaux du dialogue. L'Institut de recherche en droits humains (IRDH) invite le facilitateur Edem Kodjo et le groupe de facilitation d'arrêter les travaux du dialogue en cours. Dans une lettre ouverte adressée mardi 20 septembre à Lubumbashi (Haut-Katanga), cette ONG leur propose d'approcher les acteurs politiques qui sont

en dehors de ce forum et qui peuvent contribuer à la décrispation de la vie politique congolaise. Selon le directeur général de l'IRDH, Hubert Tshiswaka, l'arrêt de ces travaux permettrait « d'identifier les vrais problèmes qui se posent actuellement en RDC. »

Joseph Kabila : « Seul un Congo en paix peut garantir la stabilité de la région et du continent ». « Seul un Congo en paix peut garantir la stabilité de la région [des Grands lacs], voire du continent tout entier », a affirmé mercredi 21 septembre le président Joseph Kabila. Dans un communiqué, il appelle au calme et à l'apaisement. Le chef de l'Etat invite toute la population à reprendre ses activités, « la sécurité de tous étant pleinement assurée ». Joseph Kabila rappelle à la classe politique et à toutes les forces vives de la nation que le recours à l'insurrection ou aux actes d'intolérance ne peut constituer d'alternative au dialogue présentement en cours pour régler les difficultés de l'organisation de nouveaux scrutins prévus par la constitution et les lois pertinentes de la République. Il exhorte « ceux qui sont encore en marge de ce processus » de rejoindre sans attendre en vue de renforcer le consensus électoral et politique et d'épargner à notre peuple des souffrances injustifiées sur l'autel des ambitions politiques ». Soutien aux victimes. Dans son communiqué, Joseph Kabila se dit « profondément touché » par les tristes événements de lundi et mardi qui ont endeuillé la ville de Kinshasa. Ces manifestations ont causé d'importants dégâts matériels tant aux biens publics que privés « alors que la situation est restée calme dans 25 autres provinces du pays ». Il déplore « les importantes pertes en vies humaines et des pillages-qui rappellent ceux de 1991 et 1993 affectant le tissu économique déjà fragiles-des sièges des partis politiques tant de la majorité présidentielle que de l'opposition ». Il présente ses condoléances à toutes les familles éprouvées tout en ayant une pensée particulière aux éléments de la police nationale tombés en plein exercice de leurs fonctions, « celle de la sécurisation des personnes et de leurs biens ». Le président de la République promet « tout son soutien à l'action du pouvoir judiciaire annoncée ce mercredi afin que les auteurs des actes déplorés en répondent entièrement ».

Kinshasa : 32 morts dans les manifestations de l'opposition (Police). Les violences enregistrées au cours des manifestations de l'opposition à Kinshasa ont fait trente-deux morts dont quatre policiers. Selon le bilan provisoire de la Police nationale congolaise (PNC) dressé mercredi 21 septembre, cent quatorze personnes ont été interpellées. La PNC indique que 19 personnes sont mortes lundi et 13 autres mardi.

Haut-Uélé : plus de 11 000 jeunes de Dungu sensibilisés sur la culture de la paix. Plus de onze mille jeunes et élèves de Dungu dans la province du Haut-Uélé ont été sensibilisés sur la culture de la paix, lors d'un atelier qui s'est clôturé mercredi 21 septembre. Des élèves et jeunes se trouvant en dehors du circuit scolaire ont été concernés par cet atelier de trois jours organisés par le Forum des jeunes pour le développement de Dungu (FJDD). Ces activités s'inscrivaient dans le cadre de la journée internationale de la paix célébrée le 21 septembre de chaque année.

Jeudi 22 septembre.

RDC: le Conseil de sécurité condamne les violences et appelle au calme. Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné mercredi 21 septembre les récentes violences en RDC et a appelé les partis politiques et leurs partisans à s'abstenir de recourir à la violence et à régler leurs différends pacifiquement. Les membres du Conseil se sont dits « profondément préoccupés » par ces violences survenues lundi entre manifestants et forces de sécurité à Kinshasa, capitale de la RDC, et qui ont fait au moins 32 morts, dont quatre policiers. Ils ont demandé que les responsables des violences soient amenés à en répondre devant la justice.

La CNDH annonce une enquête sur les manifestations de Kinshasa. La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) annonce l'ouverture d'une enquête indépendante sur les manifestations publiques, organisées lundi et mardi derniers, à Kinshasa. Le président de cette structure, Mwamba Mushikonkwe a fait cette annonce, mercredi 21 septembre, au cours d'une conférence de presse, à Kinshasa. Le président de la CNDH a indiqué que cette enquête permettra à son institution de collecter les cas de violations des droits de l'homme enregistrés lors de ces manifestations. A l'occasion, il a dénombré trois sortes de violations des droits de l'homme perpétrés, selon lui, au cours de ces manifestations de l'opposition, à savoir : les violations au droit à la vie, à la propriété et à la paix. La CNDH a par ailleurs exhorté les organisateurs des manifestations et les agents de l'ordre à la retenue parce que, dit-il : «Le moment que traverse la RDC demande un calme et une préservation de la paix».

Violences à Kinshasa: l'UDPS avance un bilan d'environ 100 morts. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) dit avoir dénombré environ cent morts lors des violences survenues les 19 et 20 septembre à Kinshasa. Le parti d'Etienne Tshisekedi est membre du Rassemblement qui avait appelé à manifester lundi pour réclamer la convocation du corps électoral pour l'élection présidentielle. Une manifestation qui a dégénéré en émeutes. Il a également fustigé l'attaque du siège de l'UDPS qui, selon lui, a été l'œuvre «d'un commando lourdement armé». Le secrétaire général de l'UDPS a, par ailleurs, demandé à la communauté internationale de condamner l'incendie du siège de l'UDPS qu'il qualifie d'acte « terroriste ».

Irina Bokova: « Pour préserver la paix, il faut la construire au quotidien ». «Pour préserver la paix, il faut la construire au quotidien, dans toutes les sociétés, avec la participation de toutes et tous», a déclaré mercredi 21 septembre la directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, à l'occasion de la journée internationale de la paix. Dans un communiqué publié à cette occasion, elle a affirmé que la pauvreté, les inégalités, les conflits, l'extrémisme sont des facteurs qui sapent les fondements de la paix.

Beni : une nouvelle incursion des présumés rebelles ADF à Kasinga fait 7 morts. Sept civils ont été tués et douze maisons incendiées la nuit de mercredi à jeudi 22 septembre à Kasinga, une cellule de la commune de Rwenzori, à plus ou moins 5 km du centre de la ville de Beni (Nord-Kivu). Selon les sources sécuritaires et de la société locale qui donnent ce bilan provisoire, ces tueries interviennent à la suite d'une nouvelle incursion des présumés rebelles Ougandais ADF dans cette zone.

Violences à Kinshasa: Elysée Munembwe préoccupée par les pertes en vies humaines. La questeur de l'Assemblée nationale, Elysée Minembwe, affirme être préoccupée par les morts et les dégâts matériels enregistrés lors des violences enregistrées lundi et mardi à Kinshasa. Elle estime que ces événements malheureux font reculer le pays.

Kananga: la rumeur d'une attaque des miliciens Kamwina-Nsapu crée la panique, 2 morts. Les habitants de Kananga ont été pris de panique jeudi 22 septembre dans la matinée à la suite d'une rumeur d'une attaque des miliciens du chef coutumier décédé Kamwina Nsapu. De sources locales rapportent qu'aux environs de neuf heures, les habitants de la ville ont commencé à courir dans tous les sens, redoutant l'entrée de la milice de Kamwina-Nsapu à Kananga. Dans la bousculade, deux élevés sont décédés ; d'autres sont blessés. A la suite de ce mouvement de panique, les écoles, boutiques et marchés ont fermé leurs portes.

RDC: le G7 déplore les morts enregistrés lors des manifestations de l'opposition. Le G7 condamne les brutalités policières et l'usage des armes létales qui ont fait, selon cette plateforme,

plus de 50 morts lors des dernières manifestations de l'opposition à Kinshasa. Dans un communiqué, cette plateforme de partis politiques qui ont quitté la majorité présidentielle, indique que la mort de ces personnes engage la responsabilité directe du gouvernement de la République. Le G7 demande l'ouverture d'une enquête internationale indépendante.

Violences à Kinshasa : les chefs religieux déplorent les pertes en vies humaines. Les confessions religieuses déplorent les pertes en vies humaines et les dégâts matériels enregistrés lors des violences perpétrées lundi et mardi derniers à Kinshasa. Dans une déclaration signée jeudi 22 septembre par les responsables des différentes confessions religieuses, ils encouragent la poursuite du dialogue national. Pour les responsables religieux, la Commission d'intégrité et de médiation électorale (CIME) devra entrer en contact avec tous les acteurs politiques afin qu'ils se mettent sur une même table.

Kananga: les magistrats renouvellent leur serment. Les magistrats ont renouvelé mercredi 21 septembre leur serment au palais de Justice de Kananga (Kasaï-Central). A l'occasion, le premier président de la Cour d'appel, Alexis Lubanda Shabani, a indiqué que ce renouvellement de serment est une avancée pour mettre fin au dysfonctionnement de l'appareil judiciaire causé par le manque de juges dans la plupart des tribunaux de paix de la province.

Le gouvernement de la RDC «choqué» par les propos de François Hollande. Le gouvernement de la RDC s'est dit jeudi « choqué » par les propos de François Hollande qui lui a attribué mardi la responsabilité des violences survenues en début de semaine en marge d'une manifestation de l'opposition dispersée par la police et qui ont fait au moins trente-deux morts. Lambert Mende, estime que cette prise de position du président français vise à diviser les Congolais. Le porte-parole du gouvernement congolais a également reproché au président français d'avoir fait une lecture sélective des actes de violence survenus à Kinshasa en condamnant uniquement l'incendie du siège de l'UDPS et d'avoir «passé sous silence les meurtres, les vols, les viols, les saccages intervenus la veille dans les quartiers généraux des partis de la majorité ou de ceux de l'opposition prenant part au dialogue national ainsi que la mise à sac des écoles et le pillage des commerces». Dans une conférence de presse tenue mardi à New York à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies, François Hollande avait également affirmé avoir rappelé à son homologue congolais en 2012, qu'il ne transigerait pas sur la date des élections en RDC. Sur ce point, Lambert Mende a rappelé que la RDC n'était pas un « territoire français d'outre-mer », expliquant la sortie médiatique du président français par un besoin de repositionnement au sein de l'opinion publique française dans la perspective de la prochaine présidentielle en France.

Kananga : le bilan de l'attaque des miliciens de Kamwina-Nsapu s'alourdit, 12 morts. Douze personnes sont mortes, dans une tentative d'incursion des miliciens du chef coutumier Kamwina-Nsapu dans la ville de Kananga, chef-lieu du Kasaï Central. Plusieurs autres personnes ont été blessées. Un groupe de plus de 50 miliciens du chef Kamwina-Nsapu, en majorité des jeunes, a signalé sa présence dans le périmètre de l'aéroport vers 11 h locales, renseignent ces sources. Cette annonce des miliciens a créé une psychose dans la ville.

Tanganyika : des éléphants dévastent 28 000 champs à Kiluba en un mois. Des éléphants ont ravagé vingt-huit mille champs des paysans dans la Chefferie Kiluba (Tanganyika) entre le mois d'août et celui de septembre. Dans une déclaration faite jeudi 22 septembre, le chef Likuba de la chefferie qui porte son nom, indique que ces pachydermes sont signalés depuis janvier dernier en provenance du Parc national d'Upemba qui couvre le territoire de Manono et celui de Malemba-Nkulu. Deux personnes sont mortes après le passage de ces éléphants.

Violences à Kinshasa : les poursuites du procureur général visent tout le monde. Les poursuites judiciaires annoncées par le procureur général de la République concernent aussi bien le camp de l'opposition que celui de la majorité présidentielle (MP). Le ministre de la Communication et Médias, Lambert Mende l'a précisé jeudi 22 septembre au cours d'une conférence de presse qu'il a animée à Kinshasa.

Violences à Kinshasa : JED déplore des attaques contre des journalistes. Huit journalistes et professionnels des médias ont été victimes d'attaques et interpellation de la part des forces de sécurité lors des violences perpétrées lundi 19 et mardi 20 septembre derniers à Kinshasa. Dans une lettre adressée, jeudi 22 Septembre au Vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur et Sécurité nationale, Evariste Boshab, Journaliste en danger (JED) demande l'ouverture d'une enquête urgente « pour identifier et sanctionner les responsables des exactions commises contre des journalistes ». JED déplore que le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur n'ait pas fait mention, dans la communication du bilan des échauffourées, des cas des journalistes « malmenés, alors qu'ils ne faisaient que leur travail ».

Manifestation de l'opposition : la FEC déplore le pillage des biens des opérateurs économiques. La Fédération des entreprises du Congo (FEC) déplore les pillages et destruction des biens des opérateurs économiques lors des dernières manifestations organisées à Kinshasa par l'opposition. Le président de la FEC, Albert Yuma, a appelé toutes les parties à la retenue afin de privilégier le bien être de la population en préservant les activités du secteur privé.

Vendredi 23 septembre.

Emeutes de Kinshasa: le député Kakwata préconise le civisme patriotique. Les derniers évènements qui ont endeuillé, lundi et mardi, plusieurs familles de Kinshasa préoccupent encore la classe politique congolaise. Invité de Radio Okapi vendredi 23 septembre, le député national Patrick Kakwata appelle les chefs des partis politiques à sensibiliser leurs militants à l'éducation civique et à l'amour du prochain. A l'occasion, l'élue de Kolwezi, actuel chef-lieu du Lualaba, a invité toute la classe politique congolaise à participer aux travaux du dialogue dont la configuration doit être revue, d'après lui.

La Majorité et l'opposition appelées à plus retenue après les heurts. La Société civile dans toute sa diversité appelle la Majorité présidentielle et l'opposition à plus de retenue pour éviter de plonger le pays dans le chaos après les émeutes de Kinshasa. La présidente de cette structure, Katy Kalanga, a lancé cet appel, jeudi 22 septembre à Kinshasa. «La violence ne résout aucun problème. L'heure est désormais au compromis si les acteurs politiques congolais aiment réellement leur pays», a poursuivi Katy Kalanga.

Dialogue : le CDC de Mokonda Bonza menace de suspendre sa participation. La reprise des travaux du dialogue est fixée au vendredi 23 septembre à la Cité de l'Union africaine. A la veille de la relance de ce forum, la Convention des démocrates chrétiens (CDC) de Florentin Mokonda Bonza a menacé de suspendre sa participation. Ce parti de l'opposition se dit «profondément préoccupé » par l'escalade de la violence et exige du gouvernement la sécurisation des personnes et de leurs biens ainsi que le respect de la constitution.

Bouclage des camps militaires et policiers de Kinshasa. Des unités de la police et des Forces armées de la RDC (FARDC) effectuent ce vendredi 23 septembre depuis l'aube un bouclage des camps militaires et policiers dans la ville de Kinshasa. L'opération vise à chercher des armes et

des effets militaires ainsi que les biens des particuliers pillés lors des émeutes du début de la semaine, a indiqué à Radio Okapi, le colonel Rombaut Mwana Mputu, porte-parole de la police.

La ville de Kinshasa annule la marche de soutien au dialogue de la MP. Le gouvernement provincial de Kinshasa a annulé la marche de soutien au dialogue que la Majorité présidentielle (MP) projetait d'organiser le samedi 24 septembre. Dans cette optique, le gouvernement provincial a également décidé de sursoir toutes les manifestations ou réunions publiques dans la ville de Kinshasa jusqu'à nouvel ordre, a fait savoir Emmanuel Akweti.

Incendie du siège du MLP : Franck Diongo porte plainte contre le gouvernement. Franck Diongo, président du parti politique de l'opposition Mouvement Lumumbiste Progressiste(MLP), dont le siège a été incendié mardi 20 septembre à Kinshasa, porte plainte contre « le gouvernement congolais et ses complices ». Il les accuse de crimes contre l'humanité, violation de domicile, destruction méchante, incendie volontaire, tentative d'assassinat, meurtre et viol. Le député national accuse également certains cadres de la Majorité Présidentielle(MP) d'être responsables de ce préjudice.

Corneille Naanga évalue l'enrôlement des électeurs dans le Nord-Ubangi. Le Président de la Commission Electorale nationale indépendante (CENI), Corneille Nanga séjourne depuis mercredi dans la province du Nord-Ubangi. Accompagné du rapporteur de la CENI, Jean-Pierre Kalamba et de quelques experts, Corneille Nanga s'est rendu dans cette province issue de l'Ex-Equateur pour évaluer l'état d'avancement des opérations d'enrôlement des électeurs qui s'y déroulent depuis fin juillet et dont la clôture intervient à la fin du mois d'octobre prochain. D'après le rapporteur Jean-Pierre Kalamba, la CENI a déjà enrôlé 370 000 électeurs sur les 850 000 attendus depuis le début de cette opération le 31 juillet dernier dans la province du Nord-Ubangi. Une statistique plutôt encourageante, a-t-il estimé, avant de se dire « convaincu » de dépasser d'ici la clôture de cette opération, le nombre de 650 000 enrôlés, qui correspond au nombre de personnes qui ont été enrôlées dans cette partie de la RDC en 2011.

Désengorgement de la prison centrale de Kalemie : 18 prisonniers libérés. Les autorités judiciaires ont libéré, jeudi 22 septembre, 18 prisonniers pour désengorger la prison centrale de Kalemie(Tanganyika). La prison centrale de Kalemie compte actuellement 644 détenus dont 19 femmes, 15 mineurs, 4 nourrissons et 23 nouveaux autres prisonniers en provenance de Kongolo. Cette maison carcérale a été construite en 1928 pour une capacité d'accueil de 250 pensionnaires.

Un mort et 20 blessés dans les affrontements entre les démobilisés à Kamina. Les heurts entre les démobilisés originaires de la province du Nord-Kivu et ceux de la Province Orientale, le 22 septembre à la base militaire de Kamina (Haut-Katanga) ont fait une mort et vingt blessés, rapportent les sources locales. Selon l'ONG Action chrétienne pour l'abolition de la torture basée à Kalemie, les troubles sont partis d'une dispute entre deux ex-démobilisés en état d'ébriété. Il s'en est suivi des scènes de violence sanglante à l'aide d'armes blanches (machettes et barres de fer) et l'incendie des maisons des démobilisés.

Dialogue : les consultations se poursuivent, affirme Kodjo. Les consultations liées au dialogue politique se poursuivaient encore vendredi 23 septembre 2016 et aucune date de la fin de cette réunion ne pouvait à ce stade être avancée, a affirmé au cours d'une courte plénière le facilitateur, Edem Kodjo, en présence de deux modérateurs de ce forum Alexis Thambwe Mwamba et Vital Kamerhe. Le texte de l'accord politique sur lequel porte les consultations actuelles a ensuite été distribué aux participants à ce forum.

RDC : les FCIR propose l'enrôlement couplé aux élections. Les partis membres de la plateforme Forces centristes indépendantes de la république (FCIR) ont proposé jeudi 22 septembre que l'enrôlement soit couplé aux élections pour respecter le délai constitutionnel dans le but de promouvoir la culture de l'alternance politique, une expérience vécue sous d'autres cieux. Ils demandent au président de la Conférence épiscopale nationale du Congo de s'inspirer de la confiance dont il jouit auprès de toute la classe politique congolaise afin de mettre en place les mécanismes capables d'aboutir rapidement à un dialogue réellement inclusif.

Beni : paralysie des activités suite aux massacres des civils à Kasinga. Les activités sont paralysées depuis la matinée de vendredi 23 septembre dans la ville de Beni (Nord-Kivu), à la suite de l'appel à une journée de deuil lancée par la société civile locale. Cette structure citoyenne dit protester contre les massacres des civils tués lors d'une incursion des présumés rebelles ADF mercredi à Kasinga, dans la commune de Rwenzori.

Kananga : l'armée contrôle l'aéroport après les affrontements avec la milice de Kamwina-Nsapu. Les FARDC contrôlent totalement l'aéroport de Kananga depuis le début de l'après-midi après les violents affrontements qui les ont opposés aux miliciens du chef Kamwina-Nsapu. Selon des témoins, les militaires ratissaient les quartiers environnant l'aéroport en procédant à l'interpellation de certains jeunes. Certains habitants des quartiers Kabanza et RVA notamment ont fui leurs domiciles pour trouver abris dans la partie Ouest de la ville.

Les émeutes à Kinshasa ont fait une trentaine de morts (ONU). Une trentaine de personnes ont été tuées à Kinshasa, 126 blessées et 368 arrêtées dans les principales villes de la RDC lors des événements du 19 et 20 septembre, selon le bilan provisoire présenté par le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH). Le bilan définitif sera partagé dans les prochains jours avec le gouvernement afin d'établir les responsabilités et d'ouvrir des poursuites judiciaires contre les auteurs, a indiqué le directeur du BCNUDH, José Maria Aranaz.

Vital Kamerhe: «L'actuel président ne sera pas candidat à sa propre succession». Vital Kamerhe exige toujours un «calendrier» électoral, avant la signature de l'accord qui devrait sanctionner la fin de ce forum. Cet accord doit clairement stipuler que Joseph Kabila ne va pas se présenter à la prochaine présidentielle, dont la date doit être indiquée, a affirmé vendredi à Radio Okapi, le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC) et co-modérateur du dialogue pour le compte de l'opposition. Selon lui, l'actuel président de la République ne sera pas candidat à sa propre succession. «Et c'est notre souhait», a-t-il souligné.

«Je surveille avec une extrême vigilance la situation» en RDC, avertit la Procureure de la CPI. Dans une déclaration publiée vendredi 23 septembre, la Procureure de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda, a mis en garde tous les acteurs impliqués dans les échauffourées qui ont fait plusieurs ces derniers jours à Kinshasa, en RDC. Elle a dit surveiller «avec une extrême vigilance la situation sur le terrain», notamment en rapport avec des actes dont il est allégué qu'ils pourraient constituer des crimes de la compétence de la Cour pénale internationale.

Kinshasa: réhabilitation du lycée Madame de sévigné incendié lors des émeutes. Les élèves du Lycée Madame de Sévigné à Bandalungwa (Kinshasa) peuvent reprendre les cours le lundi prochain, ont indiqué vendredi 23 septembre les responsables de cette école qui a été incendiée lundi dernier à la suite des manifestations organisées par l'opposition politique. Les travaux de réhabilitation de l'école accélèrent. Vendredi vers 10 heures, le Lycée Madame de Sévigné

ressemblait à un véritable chantier en réhabilitation: coups de peinture au mur de clôture, au portail, dans les salles de classe; remplacement de vitres cassées.

Lubumbashi: les opérateurs économiques congolais et tanzaniens réfléchissent sur le commerce bilatéral. Les opérateurs économiques congolais et tanzaniens ont échangé jeudi 22 septembre à Lubumbashi (Haut-Katanga) sur le renforcement du commerce bilatéral et les opportunités d'investissement dans leurs pays respectifs. Au cours de ce forum d'investissement, il a été révélé qu'un million de tonnes des produits divers à destination du Haut-Katanga passent par le port de Dar-es-Salam. L'économie du Haut-Katanga est tributaire à plus ou moins 75 % des flux économiques qui passent par la Tanzanie.

Violences à Kinshasa: Etienne Tshisekedi porte plainte contre certaines autorités. Etienne Tshisekedi, a saisi vendredi 23 septembre le Parquet général de la République contre certaines autorités politiques et de défense de la RDC qu'il accuse d'être «les auteurs des tueries» des journées de lundi et mardi derniers à Kinshasa.

Samedi 24 septembre

Calendrier électoral : « Le dialogue n'est pas une plénière de la CENI », affirme Félix Kabange. Le dialogue n'est pas une plénière de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour donner des dates précises des élections, a affirmé le ministre de la Santé et membre de la majorité présidentielle (MP), Félix Kabange Numbi. Il estime que pour fixer une date [des élections], il faut qu'il y ait une plénière de la CENI et celle-ci doit signer un acte qui confirme cette date, a précisé le ministre de la Santé.

Sud-Kivu : deux morts dans un tremblement de terre à Bukavu. Deux personnes sont mortes et sept autres ont été blessées dans un tremblement de terre survenu vendredi 23 septembre à Bukavu dans le Sud-Kivu. Ce bilan provisoire a été donné par le médecin directeur de l'hôpital général de Bukavu, Dr Guy Mulinganya. Ce mouvement sismique a été aussi ressenti dans les territoires de Walungu et de Kabare.

RDC : les femmes appellent à la paix et à l'unité. Les femmes congolaises réunies au sein du Cadre permanent de concertation de la femme congolaise (CAFECO) appelle toute la population de la RDC à l'unité et à cultiver la paix. Dans un communiqué publié mercredi 21 septembre, elles condamnent des violences perpétrées lundi et mardi derniers à Kinshasa, « ayant entraîné mort d'hommes, traitement inhumains, destructions méchantes, pillages et extorsions ».

« Le seul chemin pour la stabilité, c'est une date certaine pour des élections », estime la Belgique. Le Premier ministre de Belgique, Charles Michel, a estimé vendredi que l'organisation des élections était « indispensable » en République démocratique du Congo (RDC) et que les doutes à cet égard devaient être levés. «Le seul chemin pour la stabilité, c'est une date certaine pour des élections honnêtes et crédibles», a déclaré le dirigeant belge. M. Michel a condamné fermement « toutes les formes de violence » en RDC, « y compris celles que nous avons vécu ces derniers jours à Kinshasa ».

RDC : le Rassemblement observe trois jours de deuil national après des émeutes à Kinshasa. Le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement affirme qu'il va observer trois jours de deuil national. Dans son communiqué publié vendredi 23 septembre, ce regroupement des partis de l'opposition indique que ce deuil qui ira du 26 au 28 septembre prochain vise à permettre l'inhumation des martyrs « pour la défense de la démocratie ».

Kananga : 28 morts, nouveau bilan des combats entre policiers et miliciens de Kamwina Nsapu. Le bilan provisoire des affrontements entre les forces de l'ordre et les miliciens de Kamwina Nsapu s'alourdit. En deux jours de combats, il passe de douze à vingt-huit morts, selon le gouvernement provincial du Kasai Central qui s'exprimait samedi 24 septembre à Radio Okapi. Parmi les 28 morts, on dénombre 8 du côté des forces de l'ordre et 14 dans le camp des miliciens. 3 élèves sont décédés de suite de la bousculade et 3 femmes ont été mutilées, parmi lesquelles une hôtesse de Congo Airways. Une trentaine de blessés sont enregistrés, dont 29 élèves hospitalisés et 1 élément des forces de l'ordre. 52 miliciens sont capturés dont un mineur d'âge.

RDC: la communauté internationale appelle au calme. L'Union africaine, les Nations unies, l'Union européenne et l'Organisation internationale de la francophonie ont lancé samedi 24 septembre un appel commun au calme, au dialogue et à la tenue rapide d'élections "crédibles" en RDC. Dans un communiqué conjoint publié à New York où se tient l'Assemblée générale de l'ONU, ces organisations – citées par la BBC - se disent "gravement préoccupées par les violents incidents survenus récemment à Kinshasa et ailleurs".

Emeutes à Kinshasa: la police de la MONUSCO intensifie ses patrouilles. Depuis les émeutes de lundi et mardi derniers à Kinshasa, la MONUSCO a multiplié des patrouilles policières diurnes et nocturnes, a indiqué vendredi 23 septembre général Awale Sheik Abdounasire, commandant de la police MONUSCO. Au cours d'une patrouille la nuit de ce vendredi, la police MONUSCO a circulé sur quelques artères de la ville, avant de visiter le siège du PPRD/Funa, saccagé lundi par des manifestants, ainsi que celui de FONUS, incendié dans la nuit de lundi par des inconnus.

Ituri: les autorités décident d'éloigner les réfugiés sud-soudanais de la frontière. Les réfugiés sud-soudanais se trouvant dans la chefferie de Kakwa doivent être tous relocalisés vers Biringi dans le secteur de Ndo, a indiqué samedi 24 septembre l'administrateur du territoire d'Aru. Selon lui, cette mesure a été prise la semaine dernière par le gouverneur de l'Ituri pour des raisons de sécurité.

Dimanche 25 septembre.

Jacques Djoli félicite la police de Mbandaka pour l'encadrement de la marche de l'opposition. Le Sénateur Jacques Djoli a félicité, samedi 24 septembre, la police de la Ville de Mbandaka pour le professionnalisme avec lequel elle a encadré la marche de l'opposition du 19 septembre dans cette ville, conformément à la loi et à la constitution. Il exige néanmoins une enquête indépendante et internationale sur la répression de la marche du 19 septembre à Kinshasa.

Kasai-Central: Evariste Boshab appelle la population à se liguier contre l'insurrection. Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Evariste Boshab, et une délégation du conseil national de sécurité sont arrivés samedi 24 septembre soir à Kananga, soit deux jours après les échauffourées meurtrières entre les forces de l'ordre et les miliciens du chef Kamwina Nsapu. Il a invité la population locale à plus de solidarité pour faire face à l'insurrection. Le ministre de l'Intérieur a par ailleurs dit à la population que des mesures urgentes étaient déjà prises pour la sécuriser. La Société civile craint une crise socio-économique. La Société civile de Kananga craint une éventuelle crise socio-économique qui peut affecter la population de cette ville, si la situation sécuritaire ne se stabilise pas. Elle déplore le grand mouvement des populations à la suite de ces échauffourées survenues entre forces de l'ordre et les miliciens du chef coutumier Kamuina Nsapu. La Société civile de Kananga plaide pour la fin des hostilités et l'implication de la MONUSCO pour « parvenir à la paix totale dont le peuple a grandement besoin ».

Beni: 17 morts suite à la rumeur d'une incursion des ADF. Dix-sept personnes ont trouvé la mort samedi 24 septembre à Beni et plusieurs autres sont portées disparues, principalement les enfants, suite à un mouvement de panique provoquée par la rumeur d'une incursion des ADF dans cette ville du Nord-Kivu. Selon le responsable de la protection civile de Beni, la situation a été aggravée quand un militaire FARDC en tenue civile a commencé à tirer en l'air. Il précise que ce bilan est encore provisoire.

Sud-Kivu: 4 personnes meurent dans un puits de l'or à Nyamibwe. Quatre personnes sont mortes dans un puits d'or à Nyabibwe dans le territoire de Kalehe (Sud-Kivu), dans la carrière de Kibuye samedi 24 septembre. Les pluies qui sont tombées ces derniers jours ont occasionné une forte inondation dans cette zone. Six creuseurs artisanaux ont été surpris par des eaux de pluie qui ont envahi leur puits d'or.

Ituri : 20 disparus dans un naufrage sur le lac Albert. Un naufrage d'une pirogue sur le lac Albert vendredi 23 septembre a fait une vingtaine de disparus, renseigne Jean Bosco Ngamubieme, administrateur du territoire de Mahagi. Il indique que sur une trentaine des personnes qui se trouvaient dans la pirogue, seules sept ont été secourues. La société civile de Mahagi rapporte que seuls deux corps ont été repêchés samedi 24 septembre et les recherches se poursuivent pour retrouver d'autres corps.

Dialogue: le projet d'accord politique préconise «un gouvernement de large union nationale». Avant de suspendre les travaux du dialogue politique vendredi 23 septembre, le facilitateur Edem Kodjo a remis aux parties prenantes le projet d'accord politique devant être signé à l'issue de ce forum. Le document, dont le contenu est basé sur l'organisation d'élections crédibles et apaisées en RDC, préconise une période intérimaire pendant laquelle un nouveau gouvernement de large d'union nationale va gérer le pays sous la direction de l'actuel chef de l'Etat jusqu'à l'installation du nouveau président de la République élu.

L'épidémie de choléra déclarée à Kindu. Le gouverneur de la province du Maniema, Pascal Tutu Salumu, a déclaré samedi 24 septembre l'épidémie de choléra dans la ville de Kindu. Depuis la 29ème semaine, la zone de santé a enregistré 51 cas et deux décès dû à la diarrhée, selon Tutu Salumu.

Haut-Uele: l'initiateur de la pétition contre le gouverneur Lola Kisanga aux arrêts. Le coordonnateur de l'ONG de défense des droits de l'homme «Mouvement Voix de l'Uele», Asane Lobia, a été arrêté dimanche 25 septembre matin par les agents du service des renseignements à Isiro dans la province du Haut-Uele. Selon la société civile, il lui reproché d'avoir initié une pétition contre le gouverneur de province, accusé «à tort ou à raison de mauvaise gestion».

Les étudiants de l'UNIKIS exigent la libération de leur collègue arrêté le 19 septembre. Une forte tension a été observée toute la journée du samedi 24 septembre au campus universitaire de l'Université de Kisangani (UNIKIS), où les étudiants ont manifesté pour réclamer la libération sans condition de l'un de leurs, arrêté par la police avec les autres membres des partis de l'opposition lundi 19 septembre lors de la manifestation de l'opposition. La police a tiré des coups de feu de sommation pour les empêcher de marcher jusqu'au centre-ville.

Lundi 26 septembre.

RDC: le ministre Mwangu appelle les parents à envoyer leurs enfants à l'école. Le ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, Maker Mwangu, demande aux parents d'envoyer leurs enfants à l'école lundi 26 septembre, après une semaine d'absence due aux échauffourées de

lundi et mardi derniers en RDC. Toutes les écoles seront ouvertes, assure-t-il, pour ne pas mettre en mal le calendrier scolaire. Dans la capitale, les élèves viennent de passer une semaine à la maison. A ce sujet, le ministre Mwangu a annoncé les dispositions prises pour rattraper le temps perdu.

RDC : la date des élections sera soumise à l'appréciation des participants au dialogue national. La date des élections sera soumise à l'appréciation des participants au dialogue national, a affirmé, samedi 24 septembre, le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Corneille Nangaa. Il a précisé que la séquence des élections retenue par la classe politique réunie au dialogue politique pour les prochaines élections implique des « défis considérables », notamment la logistique.

Kananga: 49 morts dans les accrochages entre forces de l'ordre et miliciens. Le bilan provisoire des affrontements entre les forces de l'ordre et les miliciens de Kamwina Nsapu est passé de 28 à 49 morts, renseigne Alex Kande, gouverneur du Kasai Central. Parmi les 49 morts, on dénombre 27 miliciens, 16 éléments des forces de l'ordre, les victimes collatérales notamment trois enfants qui sont décédés lors de la panique de jeudi dernier et trois femmes mutilées.

Jeannette Bosingizi: «Le commerce des déchets permet de lutter contre la pollution de l'air». Présidente de l'ONG de défense de l'environnement «Logos Premier», Jeannette Bosingizi soutient que la bonne gestion des déchets permet d'assainir l'environnement. «Le commerce des déchets permet non seulement d'assainir le milieu mais également de lutter contre la pollution de l'air». Jeannette Bosingizi a indiqué qu'à Kinshasa, des milliers de familles vivent du commerce des déchets biodégradable et solides. Elle soutient que ces déchets sont recyclés en fonctions de leur nature et cela marche bien si la transformation se fait de manière industrielle. Sur 7000 tonnes des déchets produit chaque jour à Kinshasa, moins de 10% seulement sont gérés jusqu'au centre d'enfouissement de Kinkole, selon la Régie d'assainissement et travaux publics de Kinshasa (RATPK).

Education : reprise effective des cours à Kinshasa. Les cours ont effectivement repris, lundi 26 septembre dans les écoles de Kinshasa, une semaine après les émeutes survenues à la suite de la marche du Rassemblement.

La société civile appelle Joseph Kabila à épargner la RDC d'un cycle infernal de violences. Dans une lettre datant de samedi 23 septembre, la Nouvelle dynamique de la société civile (NDSC) et la coalition RDC de la campagne internationale « Tournons la page pour l'alternance démocratique en Afrique » demandent au président de la République, Joseph Kabila, de privilégier la paix et la cohésion nationale et épargner le pays d'un cycle infernal de violences. Pour le président national de la NDSC, Jean-Chrysostome Kijana, le pays peut être épargné des violences si le chef de l'Etat se prononce officiellement sur la fin de son mandat. Il appelle Joseph Kabila à comprendre que « le peuple l'appelle à se ressaisir ».

Pollution de la rivière Luilu : de nouveaux dispositifs de la SICOMINES pour éviter de fuite des produits toxiques. L'administrateur général de la SICOMINES, Jean Zeng, a annoncé dimanche 25 septembre, la mise en place de nouveaux dispositifs pour éviter toute fuite des produits toxiques dans ses citernes. Parmi ces dispositifs, Jean Zeng a promis la construction des murs de protection autour des citernes contenant les produits chimiques de l'entreprise minière. Cette couche étanche, a-t-il expliqué, servira de garde-fou aux fuites en cas de débordement les empêchant ainsi de couler dans la rivière Luilu. Cette mesure vient en appui à celle interdisant la

consommation de l'eau de la rivière Luilu prise il y a une semaine par le gouverneur de province du Lualaba Richard Muyej après la pollution de cette rivière.

Le président de la RDC Joseph Kabila reçu par le pape François. Le pape François a reçu lundi matin au Vatican Joseph Kabila, président de la République démocratique du Congo (RDC), pour une audience préparée avant les violences meurtrières ayant secoué son pays il y a une semaine. Le pape est apparu très concentré et peu souriant au début de ces 20 minutes d'entretien avec M. Kabila, mais l'ambiance était légèrement plus détendue à la sortie, lorsque les deux hommes ont pris congé en se serrant la main, cette fois devant les photographes.

Liberté provisoire accordée à la greffière du tribunal de paix de Lubumbashi. Le tribunal de grande instance de Lubumbashi a accordé la liberté provisoire à Marie Kamona, greffière titulaire du tribunal de paix de Lubumbashi/Kamalondo. La greffière du tribunal de paix de Lubumbashi/Kamalondo avait été arrêtée le 3 août dernier avec six autres greffiers de la même juridiction. Ils étaient accusés de dissimulation des documents judiciaires relatifs à l'affaire de spoliation, opposant le Grec Alexandros Stoupis à Moïse Katumbi. Contrairement à ses six collègues libérés au lendemain de leur audition au parquet général de Lubumbashi, la greffière du tribunal de paix de Lubumbashi/Kamalondo était restée en détention. Ils avaient été arrêtés le 3 août dernier.

Baisse du prix du ciment importé à Matadi. Le prix du ciment gris importé a baissé depuis une semaine dans la ville de Matadi (Kongo-central). Le sac de 50 kilos se négocie actuellement à 8.5 USD alors qu'il se vendait à 12 USD il y a une semaine. Les opérateurs économiques locaux expliquent cette baisse par l'abondance de l'offre de ce produit sur le marché local.

Dialogue en RDC: des diplomates plaident pour le consensus «le plus large possible». Un groupe d'ambassadeurs de l'Union européenne, du Canada et des Etats-Unis accrédités à Kinshasa ont plaidé lundi 26 septembre pour un large consensus en RDC pour permettre la tenue d'élections « crédibles » et « transparentes ». Ils ont rencontré Edem Kodjo, facilitateur du dialogue.

Mardi 27 septembre.

RDC: le projet d'accord politique du dialogue viole la constitution, selon le député Lokondo. Le député de la majorité Henri Thomas Lokondo affirme que certaines dispositions du projet d'accord politique que le facilitateur a soumis aux participants du dialogue violent la constitution congolaise. Ce projet d'accord prévoit notamment la mise en place d'un nouveau gouvernement d'union nationale dont le Premier ministre sera issu de l'opposition. Pour le député Lokondo, cette disposition viole l'article 78 de la constitution qui prévoit que le président de la République nomme le Premier ministre au sein de la majorité parlementaire. Il indique que la nomination d'un Premier ministre de l'opposition va nécessiter la mise en place d'« une nouvelle majorité dans un jeu de coalition ». « Pour identifier cette coalition, le président de la République doit nommer un informateur conformément à l'article 78 de la constitution, étant donné que notre constitution ne prévoit pas l'existence d'un gouvernement de transition », soutient Henri Thomas Lokondo.

Emeutes à Kinshasa : la CPP exige du gouvernement le maintien de la sécurité. Après des événements survenus à Kinshasa les 19 et 20 septembre derniers, la Convention des patriotes progressistes (CPP) exige du gouvernement le maintien de la sécurité individuelle et collective. Dans une déclaration politique ce parti politique indique que le maintien de cette sécurité permettra à la nation de poursuivre sa marche vers la cohésion nationale inclusive et effective.

Mbuji-Mayi : l’Eglise catholique appelle les acteurs politiques « à faire des concessions » pour la paix. La commission justice et paix du diocèse de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) appelle les acteurs politiques à faire des concessions et à avoir un esprit d’abnégation pour que règne la véritable paix dans la province et sur toute l’étendue de la République.

Freddy Matungulu plaide pour un dialogue « réellement inclusif ». Le président du parti politique de l’opposition Congo na biso (CNB), Freddy Matungulu, plaide pour un dialogue « réellement inclusif qui réunirait le Rassemblement des forces acquises au changement et les délégués du dialogue politique de la Cité de l’Union africaine ». Il estime que les accords issus du dialogue devraient être le fruit d’un consensus. Selon lui, ceux qui participent au dialogue sous la facilitation d’Edem Kodjo, sont proches du président Joseph Kabila. Il propose qu’à l’approche de la fin du conclave de la Cité de l’UA, le moment en venu « pour que les deux groupes puissent se retrouver le plus rapidement possible ».

RDC : l’organisation des élections est la seule garantie de la démocratie, affirme Christopher Ngoy. Le coordonnateur des organisations de la société civile, Christopher Ngoy, estime que seule l’organisation de l’élection présidentielle dans le délai constitutionnel est la garantie de la démocratie. Selon lui, seul un scrutin présidentiel organisé dans le délai prévu par la constitution permettra à la République démocratique du Congo (RDC) d’éviter le pire au pays.

COP 22 : les pays moins avancés se préparent à Kinshasa. Les quarante-huit pays membres du groupe des Pays les moins avancés du monde (PMA) se réunissent du 26 au 28 septembre à Kinshasa pour élaborer des stratégies et une position commune en prévision de la 22e Conférence de l’ONU sur le climat (COP 22), fixée en novembre prochain, au Marrakech (Maroc). «L’enjeu le plus important consiste pour ces 48 pays de s’assurer qu’ils vont aller à Marrakech et parler d’une seule et même voix. Il était important qu’ils [pays moins avancés] puissent se réunir et élaborer des stratégies et harmoniser des positions afin de pouvoir défendre des intérêts. Ces pays présentent les indices de développement humain les plus faibles et veulent à ce titre obtenir une attention particulière de la part de la communauté internationale au cours de la COP 22. La RDC préside le groupe les Pays les moins avancés du monde. Ce groupe est constitué de 48 pays, à savoir : 34 en Afrique, 13 en Asie et 1 pays aux Caraïbes.

Sud-Kivu: 33 détenus amnistiés ont été libérés de la prison de Bukavu. Trente-trois détenus de la prison centrale de Bukavu amnistiés par le président de la République ont été libérés, lundi 26 septembre, par le vice-gouverneur du Sud-Kivu, Gabriel Kalonda Mbulu. Les sources judiciaires renseignent que sur la liste de quarante-quatre éligibles, cinq avaient été libérés, cinq autres s’étaient évadés, avant la date officielle de leur libération et le 44e prisonnier a été gardé pour une autre infraction autre que celles concernées par l’amnistie.

RDC : le gouvernement appelé à exonérer les produits contraceptifs importés. Le coordonnateur provincial du programme national de santé de la reproduction (PNSR) dans la province de la Tshopo, le Dr. Doudou Mbengi, a fait cette demande lundi 26 septembre, à l’occasion de la commémoration de la journée internationale de contraception. Selon Dr Doudou Mbengi, l’exonération des produits contraceptifs contribuera à l’application d’une meilleure politique de planification familiale en RDC.

Fizi : installation des maisons d’écoute pour les femmes violées. L’ONU Femmes a mis en place, depuis une semaine, des maisons d’écoute pour recevoir et orienter vers les centres de santé appropriés les femmes et jeunes filles victimes de violence sexuelle. Ces maisons sont installées dans le camp de réfugiés burundais de Lusenda en territoire de Fizi (Sud-Kivu).

Lubumbashi : atelier de formation sur la lutte contre les infections oculaires. Le programme national de lutte contre les maladies tropicales organise un atelier de formation sur le trachome, une maladie oculaire infectieuse qui rend l'homme aveugle. Cet atelier qui a débuté mardi 27 septembre vise à renforcer les capacités de ceux qui sont impliqués dans la lutte contre la maladie.

Environ 277 décès maternels recensés dans l'ex-Province Orientale. Environ deux cent soixante-dix-sept décès maternels sont répertoriés, depuis janvier dernier, sur cent mille naissances vivantes, dans les zones de santé de l'ex-Province Orientale. Ces chiffres ont été fournis lundi 26 septembre par le coordonnateur provincial du Programme national de santé de la reproduction (PNSR), Dr Doudou Mbengi. Dr Doudou Mbengi a attribué ce taux élevé de mortalité au manque de méthodes de planification familiale dans cette partie du pays.

Financer les élections grâce à la TVA prélevée par la REGIDESO, propose un opposant. La TVA payée par les abonnés de la Régie de distribution d'eau (REGIDESO) peut servir à financer les opérations électorales en RDC, a proposé l'un des co-fondateurs du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, Joseph Mabanga, lundi 26 septembre lors d'un point de presse. Il demande au Rassemblement d'intégrer cette proposition dans les résolutions du «vrai dialogue» dont cette coalition de l'opposition soutient la tenue.

Incursion des miliciens à Kananga: un prêtre décrit une « débandade ». Le père Célestin Ngalamulume de paroisse catholique Sainte Monique a observé « une débandade » lors de l'incursion des miliciens du chef traditionnel Kamwina Nsapu à Kananga la semaine passée. Les forces de l'ordre ont réussi à éloigner les miliciens qui avaient notamment tenté de prendre le contrôle de l'aéroport de la ville de Kananga.

RDC: la contribution du tourisme au PIB est faible. L'apport du secteur touristique au produit intérieur brut (PIB) de la RDC est faible. Le tourisme a contribué à hauteur de 0,7% au PIB de la RDC en 2015 (Selon la Banque mondiale, le PIB de la RDC en 2015 s'élevait à 35.240 milliard des dollars américains), a-t-il fait savoir. Un apport plutôt faible, a affirmé le ministre, si l'on tient compte de l'apport de l'exploitation touristique dans les pays voisins de la RDC comme le Rwanda et l'Ouganda.

Ancien animateur à la télévision publique, Bolowa Bonzakwa est décédé. François Bolowa Bonzakwa est décédé lundi 26 septembre dans la soirée à Johannesburg en Afrique du Sud où il était allé se faire soigner. Ancien animateur de la télévision publique (OZRT devenue RTNC), Bolowa Bonzakwa est surtout connu pour l'émission « Nganda ya ba nganga » où il recevait des musiciens dans les années 1980-1990. Taquin, il s'était illustré par des questions sans tabou qui embarrassaient ses invités, les stars de la variété congolaise.

Parc des Virunga: plus de 4 000 touristes étrangers enregistrés en 2015. Le parc national des Virunga a enregistré en 2015 près de 4 000 touristes étrangers. Un chiffre qui prouve qu'il y a eu augmentation de nombre des visiteurs de ce site par rapport à 2014. Le tourisme se porte bien au parc des Virunga. Les principaux centres d'attraction de ce site sont les gorilles et les volcans, dont celui de Nyirangongo. Les touristes étrangers déboursent 300 dollars américains (par personne) pour visiter le Volcan Nyirangongo et jusqu'à 400 dollars américains pour voir les gorilles. Cependant, le défi sécuritaire reste un frein pour ce secteur en pleine expansion en RDC.

Trois journées de deuil décrétées à Beni. Le Rassemblement de l'opposition a décrété mardi 27 septembre trois journées de deuil à Beni, en mémoire des civils massacrés depuis deux ans dans ce territoire du Nord-Kivu. La plupart des activités ont été paralysées pendant la journée.

Violences à Kinshasa: l'ONU demande une enquête indépendante. Une enquête indépendante sur les récentes violences en RDC est nécessaire afin d'éviter une aggravation de la crise entre pouvoir et opposition, a déclaré mardi 27 septembre à Genève une responsable des Nations unies. Selon Kate Gilmore, le bilan est de 49 civils tués et 127 blessés « semble-t-il par la Garde républicaine, l'armée et la police ». Quatre policiers ont aussi été tués, selon l'ONU.

Mercredi 28 septembre.

Le numéro deux de la force de la MONUSCO veut une forte présence des troupes à Beni. Le nouveau commandant adjoint de la Force de la MONUSCO, général de division Commins Bernard, a déclaré mardi 27 septembre qu'il souhaitait une forte présence sur terrain des troupes de la mission onusienne pour rassurer la population à Beni. Ce territoire du Nord-Kivu connaît depuis plus de deux ans des massacres des civils à répétition. A Beni, il a rencontré les autorités locales, les responsables militaires de l'armée congolaise et de la MONUSCO pour évaluer la situation sécuritaire dans la région. Le général de division Commins Bernard a aussi visité Kasinga où a été perpétré le dernier massacre des civils dans la ville de Beni.

Kinshasa: le site des sinistrés à Kinkole de nouveau menacé de spoliation. Le président des sinistrés du site Yoko Yakembe, Kaniki Mulumba, a dénoncé lundi 26 septembre, une nouvelle tentative de spoliation de ce site situé à Kinkole dans la commune urbano-rurale de la Nsele, dans la partie Est de Kinshasa. Selon lui, un groupe de personnes, dont un certain Gomere qui se présente comme étant proche parent du Chef de l'Etat, menacent d'exproprier les occupants. Kaniki Mulumba témoigne que ce groupe de personnes multiplie ces derniers jours des descentes sur le terrain en procédant à son morcellement. Selon les sinistrés, le prénom Gomere passe pour l'oncle d'Olive Lembe Kabila.

Kananga : les parents appelés à envoyer leurs enfants à l'école. Les partenaires du secteur de l'éducation de Kananga (Kasaï-Central) ont invité les parents à envoyer leurs enfants à l'école. Cet appel a été lancé mardi 27 septembre à l'issue de la réunion tenue mardi 27 septembre avec les représentants des parents. Le directeur provincial de l'Education, Simon Zono, a aussi exhorté les enseignants à recevoir les élèves et à veiller à leur encadrement. La semaine dernière, les miliciens du chef Kamwina Nsapu ont attaqué la ville de Kananga, faisant une quarantaine de morts, à la suite des affrontements qui les ont opposés aux militaires de l'armée nationale. Cette situation a provoqué une psychose dans ce chef-lieu du Kasaï-Central, poussant les parents à garder leurs enfants à la maison.

Vaccination contre le choléra: plus de 300 000 personnes ciblées à Kinshasa. La première phase de vaccination de riposte contre le choléra est prévue du 30 septembre au 4 octobre. Environ trois cent et six mille six cent trente-huit personnes sont ciblées pour la vaccination contre le choléra à Kinshasa, a affirmé mardi 29 septembre, le ministre provincial de la Santé, Vital Kabuiku. Il a indiqué que la première phase de vaccination contre le choléra concerne cinq zones de santé. Les vaccinateurs vont passer de maison à maison pour vacciner les personnes ciblées, c'est-à-dire âgées d'une année et plus, a-t-il précisé.

Kasaï Central : les miliciens de Kamwina Nsapu ont investi le territoire de Dimbelenge. Les miliciens de Kamwina Nsapu ont investi depuis mardi 27 septembre dans la soirée le territoire de Dimbelenge dans la province du Kasaï Central, témoignent des sources locales à Radio Okapi. Selon elles, la situation est aussi confuse dans les villages environnants.

CPI: Jean-Pierre Bemba fait appel de sa condamnation pour crimes de guerre. L'ancien vice-président congolais Jean-Pierre Bemba, condamné en juin à 18 ans de prison par la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, a officiellement interjeté appel, dénonçant les « vices de forme » de son procès. La semaine dernière, « M. Bemba a interjeté appel de sa condamnation », a annoncé mercredi dans un communiqué de l'équipe de défense, ajoutant que ses droits ont été à tel point violés « que le procès Bemba est en fait un jugement entaché d'un vice de procédure ». Pour la défense, le procès, qui présente de « graves vices de forme », a été « déséquilibré et injuste ». Les « conclusions des juges sur un contrôle effectif sont éloignées de la doctrine et pratique militaire », ont expliqué les avocats de M. Bemba. Selon eux, ce procès « a inventé une théorie de responsabilité du commandant qui est une impossibilité militaire ».

Sud-Kivu : 19 cas d'atteinte aux défenseurs des droits de l'homme recensés en une année. Dix-neuf cas d'arrestations, d'intimidations, de menaces physiques et verbales de mort des défenseurs des droits humains ont été enregistrés entre septembre 2015 et septembre 2016 dans les territoires d'Uvira et de Fizi dans le Sud-Kivu. C'est le résultat du rapport du réseau des « Défenseurs en danger » (DED) publié mardi à Uvira.

Sud-Kivu : Marcellin Cishambo promet « des solutions rapides » pour stopper l'insécurité. Le gouverneur du Sud-Kivu, Marcellin Cishambo, a promis des « solutions rapides » pour que sa province retrouve sa sécurité. Une forte tension était perceptible la semaine dernière suite aux cas d'assassinats des civils par des hommes en armés non identifiés. L'adresse du gouverneur Marcellin Cishambo a été saluée par les forces vives locales.

Kongo Central : la cimenterie Kongo bientôt opérationnelle à Kimpese. La Cimenterie Kongo (CIMKO), en construction dans la cité de Kimpese (Kongo Central) sera bientôt opérationnelle. Selon les sources proches de cette entreprise les travaux de construction de CIMKO sont presque achevés. L'usine n'attend que l'installation d'une ligne de la SNEL pour lancer les travaux de production. Les travaux de construction de CIMKO sont financés par plusieurs actionnaires dont le groupe Rawji qui en est l'actionnaire principal.

Tshopo: 12 000 déplacés manquent de nourriture. Près de douze mille déplacés vivant dans les localités d'Opienge, de Balobo, d'Anga Mapasa et de Babomongo dans la province de la Tshopo manquent de nourriture et réclament des soins de santé appropriés. Ces personnes arrivent dans ces localités depuis juin dernier à cause des affrontements armés entre deux milices à Bolia.

Le bateau M/S Gungu en «contrôle administratif» avant son exploitation commerciale. Le bateau M/S Gungu, inauguré en août dernier, subit actuellement un « contrôle administratif » afin d'obtenir l'aval de la Régie des voies fluviales pour son exploitation commerciale. Le bateau M/S Gungu était en panne depuis octobre 2001. Il a été réhabilité par le groupe industriel Chanic Metal, pour desservir l'axe fluvial Kinshasa - Ilebo et Maï-Ndombe. Son inauguration est intervenue le 30 août dernier par le président Joseph Kabila.

RDC: les généraux Gabriel Amisi et John Numbi sanctionnés par les Etats-Unis. L'administration américaine a annoncé mercredi 28 septembre des sanctions financières contre les généraux Gabriel Amisi Kumba et John Numbi, respectivement commandant de la première zone de défense de l'armée congolaise et ancien chef de la police nationale congolaise. Leurs avoirs éventuels aux Etats-Unis seront gelés et il est interdit à tout ressortissant américain de réaliser des transactions avec ces individus. Le général Amisi Kumba est accusé d'avoir commandé des unités

des FARDC dans la répression de manifestations politiques. Pour sa part, le général John Numbi est accusé d'avoir usé « d'intimidation violente pour s'assurer la victoire de candidats affiliés à la coalition du président Kabila » en mars dernier lors d'élections. Il aurait menacé de tuer des candidats de l'opposition s'ils ne se retiraient pas volontairement de la course et trois ont obtempéré, précise l'administration américaine qui souligne que si M. Numbi n'est plus membre officiel du gouvernement, il reste « un conseiller influent du président Kabila ».

Kinshasa: la dépréciation du franc congolais occasionne la hausse des prix. La dépréciation continue du franc congolais occasionne une hausse des prix sur le marché à Kinshasa. Depuis quelques jours, la monnaie congolaise est en recul face à la monnaie américaine. Un dollar américain s'échange désormais contre 1100 ou 1150 francs congolais. Une dépréciation qui a entraîné la hausse des prix des produits à Kinshasa.

Violences à Kinshasa: des peines allant de 45 jours à 25 ans de prison prononcées. Cent trente-huit personnes arrêtées pendant les émeutes qui ont secoué la ville de Kinshasa la semaine dernière ont déjà été jugées en procédure de flagrance. Trente-huit personnes ont été acquittées alors que cent autres ont été condamnées à des peines allant de 45 jours à 25 ans de prison. Ces personnes étaient poursuivies pour pillages, incendies et destructions méchantes lors des échauffourées des 19 et 20 septembre derniers. Elles ont été jugées au Tribunal de grande instance et de paix de la Gombe, au Tribunal de paix de Makala, au Tribunal de grande instance de Kalamu et au Tribunal de paix de Kasa-Vubu. Soixante-huit autres personnes interpellées pour les mêmes raisons attendent d'être présentées devant les juges. Le président du collectif des avocats qui défendent ces personnes, Me Papy Niango, affirme que le procureur n'a pas fourni d'« indices sérieux » de culpabilité des prévenus. Me Niango demande aux juges de faire preuve d'indépendance.

Beni: 5 personnes tuées par des présumés ADF. Trois civils et deux militaires ont été tués mardi 27 septembre dans deux embuscades tendues par des présumés rebelles ADF sur la route Beni-Kasindi au Nord-Kivu. Cinq autres personnes ont été blessées. Selon des sources militaires, les présumés auteurs de ces deux attaques font partie d'un groupe de rebelles ADF en débandade qui étaient traqués par l'armée.

Un prix pour Isidore Ndaywel. Inlassable et passionné, Isidore Ndaywel, président de la société des historiens congolais, est le plus fameux des décrypteurs d'une histoire qui ne s'est laissée découvrir que peu à peu. Auteur d'une monumentale « Histoire générale du Congo » Ndaywel, comme Fernand Braudel le fit pour la France, a tenté d'embrasser tous les aspects de ce pays-continent, sa structure géographique, ses populations, la lente structuration des royaumes, le choc colonial, les événements souvent dramatiques qui se sont déroulés depuis l'indépendance. Lauréat du prix de la Fondation André Ryckmans, Isidore Ndaywel est aussi récompensé pour son attachement à l'unité de son pays : au fil de ses livres, il ne cesse de démentir les thèses pernicieuses du morcèlement, de la balkanisation souvent présentée comme inévitable. Plus qu'un nationaliste, Isidore Ndaywel est un patriote et aujourd'hui encore, après une longue carrière à l'Unesco, il s'emploie à recueillir les témoignages des « petites gens », cette histoire « au ras du sol » qui illustre le combat quotidien de générations de Congolais.

Jeudi 29 décembre.

Violences à Kinshasa: l'ONU dénonce « un usage excessif de la force ». Réuni depuis mardi 27 septembre en plénière de sa 33e session à Genève sur la situation en RDC, le conseil exige une enquête indépendante sur ces événements et des poursuites judiciaires contre les auteurs

des violations des droits de l'homme. Selon le Conseil des droits de l'homme, 53 personnes dont 4 policiers sont morts au cours des violences de la semaine passée à Kinshasa. Il a également noté 127 blessés par armes à feu et par armes blanches.

Assemblée nationale : le calendrier des travaux de la session de septembre adopté. Les députés nationaux ont adopté mercredi 28 septembre le calendrier des travaux de la session ordinaire de septembre 2016 et la répartition des matières en commissions. La chambre basse a retenu, pour cette session principalement l'examen du projet de loi des finances de l'exercice 2017 ainsi que celui du projet de reddition des comptes de 2015. Les élus du peuple vont aussi examiner 18 nouvelles matières notamment le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme, celui fixant les règles relatives à sécurité sociale des Agents publics de l'Etat ainsi que la proposition de loi sur la liberté de presse. L'assemblée nationale prévoit aussi d'apurer 25 autres matières, essentiellement des arriérés législatifs comme le projet de loi modifiant et complétant le code minier de 2002, la proposition de loi relative à l'extradition ainsi que celle relative à l'accès à l'information. Le contrôle budgétaire et parlementaire, l'examen de la gestion de la CENI ainsi que le rapport synthèse des vacances parlementaires sont aussi retenus.

La MONUSCO et la RDC envisagent la délocalisation des miliciens sud-soudanais. La MONUSCO et les autorités congolaises étudient des possibilités de délocaliser les rebelles sud-soudanais présents sur le sol congolais vers un autre pays, a déclaré Félix Prosper Basse, porte-parole de la mission onusienne en RDC, mercredi 28 septembre.

Nord-Kivu : un avion de la Monusco rate son atterrissage à Beni. Un avion de la MONUSCO de marque Beach Craft a raté son atterrissage et a fini sa course mercredi 28 septembre à l'aéroport Mavivi de Beni. Cet appareil avait à son bord huit passagers et les membres de l'équipage. Il provenait de Goma et se rendait à Bunia, via la ville de Beni. Selon les sources aéroportuaires, il n'y a pas de perte en vies humaines et l'avion n'est pas totalement endommagé.

Le Rassemblement a rendu hommage aux victimes des émeutes de Kinshasa. Le Rassemblement de l'opposition a clôturé, mercredi 28 septembre, les trois jours de deuil organisés en mémoire des victimes des violences survenues les 19 et 20 septembre à Kinshasa.

Kisangani : une femme mariée abusée au cours d'un vol à mains armées. Cinq hommes armés ont violé une femme, dans la nuit de mercredi et jeudi 29 septembre, dans la commune de Kabondo à Kisangani (Tshopo). D'après le mari de la victime, les malfrats, tous cagoulés, se sont introduits dans leur maison vers 2 heures du matin en réussissant à casser la porte du toit à l'aide d'une barre de fer. Ils ont alors fouillé eux-mêmes la maison et réussi à voler 300 000 Francs congolais (environ 260 USD) avant de trainer l'épouse au salon et l'abuser à tour de rôle. La victime a confié à la police avoir également été tabassée.

Nord-Kivu : l'ONG AMADE promet d'assister plus de 2000 déplacés de Mungote. Plus de deux mille déplacés vivants dans le site de déplacés de Mungote, situé à Kitshanga dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu) vont bientôt bénéficier d'une assistance de l'ONG monégasque Association mondiale des amis de l'enfance (AMADE). La présidente de cette organisation, la princesse Caroline Hanore de Monaco, a fait cette annonce mercredi 28 septembre à Kitshanga où elle s'est rendue pour une visite.

Le Procureur général instruit l'affaire sur l'incendie du siège du MLP. Le Procureur général de la République, Flory Kabange Numbi, a instruit, jeudi 29 septembre, l'affaire sur l'incendie du siège du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP). Le siège du MLP comme d'autres de l'opposition ont été incendiés dans la nuit du 20 septembre par des personnes non identifiées. Il s'agit

notamment de ceux de l'UDPS, ECIDE et FONUS. Satisfait de cette décision, Franck Diongo, président du MLP, souhaite que le Procureur général sanctionne certains dignitaires du régime qui seraient impliqués dans le dossier relatif aux décès et atrocités enregistrés les 19 et 20 septembre, à Kinshasa.

L'insécurité entrave les activités scolaires à Kabeya-Mamuanga. Les activités scolaires marchent au ralenti, depuis cinq jours, à Keena Nkuna, chef-lieu dans le territoire de Kabeya-Kamuanga (Kasaï-Oriental). L'administrateur de ce territoire, Sylvain Kankolongo attribue cette situation au regain de tensions au pays, à l'appel de l'opposition à observer trois jours de deuil national et aux rumeurs faisant état de la progression de la milice de Kamuina Nsapu vers Kabeya Kamuanga.

Kinshasa dénonce «des sanctions ubuesques» contre les généraux Amisi et Numbi. Au lendemain de l'annonce des mesures prises par l'administration américaine contre les généraux Gabriel Amisi et John Numbi, le gouvernement de la RDC dénonce des « sanctions ubuesques en violation de toutes les règles de procédure et même du droit international ». Pour le gouvernement congolais, il s'agit d'« initiatives cavalières ». Kinshasa dit s'interroger « sur la logique et les motivations des autorités américaines ».

RDC: la banque centrale relève son taux directeur de 5 %. La Banque Centrale du Congo (BCC) a relevé son taux directeur de 2 à 7%, a annoncé mercredi 28 septembre son gouverneur, Deogratias Mutombo, au terme d'une réunion du comité de politique monétaire (CPM). Selon lui, cette mesure devrait notamment permettre de réduire la tension actuelle sur le marché de change. Le taux directeur est le taux d'intérêt fixé par la banque centrale d'un pays pour réguler l'activité économique. Il constitue le principal outil dont dispose une banque centrale pour influencer sur l'octroi de crédits et moduler l'inflation dans une zone monétaire.

Kisangani: une cargaison de bois illicites saisie par les autorités. Les services du ministère provincial de la Conservation de la nature et de l'Environnement de la Tshopo ont intercepté mardi sur la route Ituri-Kisangani une cargaison contenant 18 mètres cubes de bois exploités illégalement. D'après le ministre provincial de l'Environnement, Bernard Salumu, ces bois ont été sortis illégalement de la forêt grâce à la complicité de certains services techniques travaillant dans le secteur de l'environnement dans la province. Bernard Salumu parle d'un « réseau clandestin d'exploitants illégaux » de bois qu'il promet de démanteler.

Kasaï-Central: les miliciens Kamuina Nsapu ont saccagé des «symboles de l'Etat». L'administrateur de Dimbelenge, Clément Mulamba, affirme que les miliciens du chef traditionnel Kamuina Nsapu qui ont investi mardi le chef-lieu de ce territoire et d'autres secteurs ont saccagé des symboles de l'Etat. Il cite notamment des postes de police, le bureau des services de sécurité, des bureaux de l'administration qui ont été saccagés et détruits. Actuellement, Clément Mulamba a trouvé refuge à Lubunga, village à plus de 190 km de Dimbelenge.

Dialogue: le facilitateur annonce la reprise des travaux. Le facilitateur du dialogue national en RDC a annoncé jeudi la reprise des travaux de ce forum convoqué par le chef de l'Etat pour permettre la tenue d'élections « crédibles » et « apaisées ». Le dialogue avait été suspendu après les émeutes des 19 et 20 septembre à Kinshasa.

Vendredi 30 septembre.

Nord-Kivu: les députés désapprouvent la présence des rebelles sud-soudanais. Le caucus des députés nationaux élus du Nord-Kivu désapprouve la présence des rebelles sud-soudanais

dans les territoires de Nyiragongo et Masisi. Ces élus estiment que la province du Nord-Kivu a « suffisamment été endeuillée » par des rébellions étrangères. Les élus dénoncent une «hospitalité insolite». Selon eux, placer ces rebelles au Nord-Kivu revient à mettre «un fût d'essence à côté d'une maison en feu».

Kasaï central : les FARDC prennent le contrôle de Dimbelenge. Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont pris le contrôle du chef-lieu du territoire de Dimbelenge depuis ce vendredi 30 septembre 2016 dans la matinée.

RDC : les «centristes» proposent la tenue des élections en 2017. La plate-forme des «acteurs politiques centristes» suggère un chronogramme qui prévoit des élections «couplées en 2017» sous la présidence du Sénat pour sortir le pays de la crise. Selon Mme Jacquie Bisimwa, l'une des membres de cette plate-forme, le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) parle de la tenue des élections en 2018, alors qu'il y a une possibilité de les organiser en avril 2017.

Mbuji-Mayi: 10 jeunes des partis de l'opposition acquittés. Le tribunal de grande instance de Mbuji-Mayi a acquitté vendredi 29 septembre dix jeunes, membres de partis politiques de l'opposition, arrêtés le vendredi 23 septembre. Ils participaient ce jour-là à la journée ville morte organisée par la coordination provinciale des partis de l'opposition. Le tribunal de grande instance de Mbuji-Mayi a fait remarquer que pour sept jeunes, l'infraction n'était établie ni en fait, ni en droit, à leur égard. Trois autres jeunes ont été condamnés à 12 mois de servitude pénale avec sursis et sont libres.

RDC : sortie officielle du FCR, un nouveau parti politique. Un nouveau parti politique a vu le jour en RDC. Il s'agit du Front citoyen pour la République (FCR), dont la sortie officielle est intervenue jeudi 29 septembre à Kinshasa. Son secrétaire général et ancien membre de la société civile, Norbert Yambayamba, dit vouloir mettre son expertise pour contribuer à la bonne gouvernance et à l'émergence de la RDC. M. Yambayamba a annoncé que le Front citoyen pour la République n'est pas un parti membre de la majorité présidentielle.

Les autorités du Sud-Ubangi s'engagent à protéger les droits des réfugiés. Les autorités provinciales du Sud-Ubangi se sont engagés, jeudi 29 septembre, à protéger les droits des réfugiés à l'issue d'une formation organisée par le Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR), à Gbadolite, chef-lieu du Sud-Ubangi. Les provinces du Nord et Sud-Ubangi hébergent à ce jour près de cent mille réfugiés centrafricains qui traversent par la rivière Ubangi pour fuir l'insécurité dans leur pays.

Dialogue: nouveau report des travaux en l'absence du président de la CENI. Annoncée pour vendredi 30 septembre, la reprise des travaux du dialogue national a été reportée au samedi 1er octobre à la Cité de l'Union africaine (UA), à Kinshasa. Le facilitateur Edem Kodjo affirme avoir levé cette option à la suite de l'absence du président de la CENI, Corneille Nangaa qui devra présenter des indications claires sur le fichier et calendrier électoral.

Emeutes de Kinshasa: blessé, Fayulu dénonce l'indifférence de Minaku. Blessé à la tête lors de la marche de l'opposition qui a tourné en émeutes à Kinshasa les 19 et 20 septembre, le député de l'opposition Martin Fayulu Madidi dénonce ce qu'il qualifie d'indifférence du président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku vis-à-vis du traitement dont il était victime. Il a exprimé son indignation dans une correspondance adressée au président de la chambre basse du Parlement. Dans cette correspondance, Martin Fayulu évoque notamment des cas d'enlèvement, d'extorsion des biens et de tentative d'assassinat dont il aurait été victime. L'élu de Kinshasa estime que le

silence du président de l'Assemblée nationale "s'apparente à la non-assistance à personne en danger". L'opposant dénonce également ce qu'il considère comme une tentative de son assassinat le 19 septembre lors de la marche du Rassemblement.

Lualaba : sept villages dotés des infrastructures scolaires et hospitalières. Sept villages de la province du Lualaba ont bénéficié mardi dernier d'un nouvel établissement scolaire pour les élèves de primaire. Ces infrastructures sont une donation de la SNEL à ces communautés. Elles s'inscrivent dans le cadre du projet des marchés énergétiques pour l'Afrique australe (SAPMP), dont l'un des objectifs est de promouvoir le développement des communautés locales par la construction des infrastructures communautaires dans les pays membres de la SADC.

Lancement de la campagne de riposte contre le choléra à Kinshasa. Le programme élargi de vaccination (PEV) a lancé ce vendredi 30 septembre la campagne de vaccination contre le choléra dans la ville de Kinshasa. Les zones de santé de Kinshasa concernées par cette campagne sont Maluku 1, Nsele, Kingabwa, Masina 2 et Pakajuma. Il s'agit de la première phase de la riposte contre le choléra qui va durer cinq jours. La seconde phase interviendra dans deux semaines toujours dans les zones de santé ciblées pour cette campagne.

Ituri : le mauvais état de la route Bunia-Mahagi à la base d'un accident de circulation. Une vive tension a régné jeudi 29 septembre à Mahagi-centre (Ituri), après la mort d'un homme dans un accident de circulation sur le tronçon routier Bunia-Mahagi. Selon le coordonnateur de la société civile de Mahagi, la victime était coincée sous un camion qui s'est renversé sur elle suite au mauvais état de la route. Des habitants de cette cité située à 175 km au Nord de Bunia sont descendus dans la rue pour manifester leur ras-le-bol face au silence du Fonds national d'entretien routier (FONER) qui, selon eux, ne fait rien pour financer la réhabilitation de cette route, indique la même source.

Kisangani: les militants de l'UDPS et du MSR restent en prison. Les militants du MSR et de l'UDPS, arrêtés le 19 septembre dernier à Kisangani pendant qu'ils se rendaient au lieu du rassemblement pour aller déposer un mémorandum à la CENI vont rester en prison malgré la liberté provisoire qui leur a été accordée jeudi 29 septembre par les juges du tribunal de paix de Makiso (Kisangani). Le ministère public est allé en appel, ce qui suspend la liberté provisoire accordée à ces personnes.

Emeutes de Kinshasa: les obsèques officielles des victimes fixées au 7 octobre. Les obsèques officielles des personnes décédées lors de la marche de la semaine dernière à Kinshasa vont débiter le 7 octobre, a décidé le gouvernement provincial de Kinshasa à l'issue du conseil provincial des ministres du jeudi 29 septembre. Des cultes d'action de grâce seront organisés dans trois sites, repartis selon les confessions religieuses.

Violences à Kinshasa: Franck Diongo réclame 12 corps de ses militants. Le mouvement Lumumbiste progressiste (MLP) du député Franck Diongo demande aux autorités de Kinshasa de lui autoriser à sortir de morgues les corps de douze de ses membres tués lors des manifestations de l'opposition des 19 et 20 septembre. Au cours d'une cérémonie d'hommages aux défunts organisée vendredi 30 septembre au siège de son parti, Franck Diongo a déploré le silence à la requête adressée au gouverneur de la ville.

Des produits pétroliers affluent vers Kalemie. Une entrée massive des produits pétroliers en provenance des pays frontaliers de la RDC est observée depuis jeudi 29 septembre à Kalemie. D'après des sources locales, ces produits proviennent essentiellement de l'Ouganda et de Dar-Es-Salam en Tanzanie. Sur le terrain, la vie a repris son cours normal. Les automobilistes affirment ne

plus éprouver des difficultés pour s'approvisionner en carburant. Depuis jeudi dernier, la ville de Kalemie avait connu une pénurie de carburant.